



Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  **située en haut à gauche de cette page Résana.**

Économie et vie des entreprises

- Justice. Travail dissimulé, fraude... 50 millions d'euros de redressement fiscal récupérés en 2025 par l'URSSAF en Normandie (Courrier Cauchois)
- Rouen. Grève chez les remorqueurs : les conditions de travail dénoncées (Courrier cauchois)
- Les remorqueurs du port de Rouen en grève illimitée en raison de leurs conditions de travail (Paris Normandie)
- Appel à la grève au Havre : des perturbations attendues jeudi dans les bureaux de poste (76 actu)
- « On se sent abandonnés » : Ziegler France en redressement, quel avenir pour les trois sites de Rouen ? (76 actu)
- Le groupe PG de Rouxmesnil-Bouteilles rachète la société Electric Motor (76 actu)

Environnement

- Sur le site de Bolloré Logistics à Grand-Couronne, la remontée des taux de lithium est-elle inquiétante ? (Paris Normandie)
- Forêt d'Arques : au cœur de la préparation d'une battue pour réguler le grand gibier (76 actu)
- Suspicion d'un cas de grippe aviaire au Parc de Clères : le site sous surveillance renforcée (76 actu)

Sécurité

- Un contrôle de police inopiné dans un collège de Rouen surprend les élèves et les professeurs : "C'est un petit peu anxiogène" (France 3)
- Barentin. Contrôlé à plus de 200km/h, il tente d'échapper aux gendarmes (Courrier Cauchois)

Éducation

- Pourquoi le passeport du civisme, financé par le milliardaire d'extrême droite Pierre-Édouard Stérin, divise au Havre ? (France 3)

Collectivités locales et équipements publics

- Notre-Dame-de-Gravenchon. L'ancien foyer de travailleurs migrants démoli : à qui sont destinés les 90 nouveaux logements attendus d'ici 2027 ? (Courrier Cauchois)
- Démolition de la friche Lactalis près de Dieppe : le site (enfin) libéré de la chouette (Paris Normandie)
- Le Havre. Que va devenir le bâtiment de l'ancien Crous à Caucriauville ? (Paris Normandie)

- Au Havre, pourquoi le créateur de la Catène s'inquiète-t-il de l'utilisation de son œuvre ? (Paris Normandie)
- Près d'Elbeuf, cette équipe municipale rassure sur la santé financière de la commune (Paris Normandie)

Social et société

- Pénurie, hausse des prix : faut-il s'inquiéter pour l'essence à la pompe en Seine-Maritime ? (76 actu)
- Selon Santé publique France, on meurt davantage en Normandie (Paris Normandie)

Mer

- Sainte-Adresse. Une conférence sur les drones maritimes (Paris Normandie)

Politique

- De LR aux identitaires, la radicalisation de l'ex-droite rouennaise (Le Poulpe)
- Municipales 2026 à Rouen. Face aux entreprises, les quatre favoris détaillent leur vision de l'économie (Paris Normandie)
- "Travaillons ensemble" : des candidats aux élections municipales reçoivent les conseils d'agriculteurs normands (France Bleu)
- Municipales 2026. La stratégie du candidat RN Douglas Potier pour transformer Bolbec (Courrier Cauchois)
- Municipales 2026. Candidat à Octeville-sur-Mer, François Marette se pose en garant de "l'esprit village" (Courrier Cauchois)
- Municipales 2026. Que faire pour lutter contre le sentiment d'insécurité au Havre ? (76 actu)
- Municipales 2026. Sécurité, démocratie, commerce : à Saint-Pierre-lès-Elbeuf, que proposent les candidats ? (76 actu)
- Municipales 2026 à Saint-Pierre-le-Viger : Daniel Legros, 81 ans, sollicite un cinquième mandat (76 actu)
- Environnement : les propositions des candidats aux municipales à Yvetot (Paris Normandie)
- Environnement : les propositions des candidats aux municipales à Neufchâtel-en-Bray (Paris Normandie)
- Municipales 2026 : la liste « Ensemble continuons pour Jumièges ! » met en avant son bilan (Paris Normandie)
- Municipales 2026 : Jean Delalandre présente sa liste « Fiers de Duclair » (Paris Normandie)
- Municipales 2026. À Déville-lès-Rouen, les programmes des candidats se marquent à la culotte (Paris Normandie)
- Municipales à Dieppe : un débat et trois visions pour un même territoire (Paris Normandie)
- Municipales 2026. Nouveau en politique, Matthieu Lebrun veut s'engager pour Mentheville en devenant maire (Paris Normandie)
- Municipales 2026. Éric Rousselet candidat à sa succession à Sainte-Hélène-Bondeville (Paris Normandie)
- Municipales 2026. Près d'Elbeuf, Agnès Cercel fait de la jeunesse la priorité de son deuxième mandat (Paris Normandie)

Justice

- Un maçon paralysé après une chute à Londinières : une amende de 20000€ requise contre son employeur (Paris Normandie)

Acteurs publics

- Avant les élections professionnelles, l'exécutif veut sécuriser l'interdiction du droit de se syndiquer dans la préfectorale
- Fonction publique : concours et contractuels, deux terrains propices aux discriminations
- Réforme des ARS : entre affichage et rééquilibrage des pouvoirs avec les préfets

Justice. Travail dissimulé, fraude... 50 millions d'euros de redressement fiscal récupérés en 2025 par l'URSSAF en Normandie

Julie Hervieux

3-4 minutes

"On neutralise les entreprises qui [fraudent](#) et qui bloquent des marchés à d'autres entreprises", expliquait Stéphane Blondel, responsable de la brigade de lutte contre le travail illégal à l'Urssaf Normandie, lundi 2 mars à Rouen. En 2025, les redressements réalisés dans le cadre de la lutte contre le [travail dissimulé](#) ont dépassé les 50 millions d'euros rien qu'en Normandie. Le BTP, les services aux entreprises et le commerce sont les secteurs majoritairement redressés.

Des opérations menées sur l'autoroute

En Normandie, 22 inspecteurs et contrôleurs sont chargés d'investiguer auprès des entreprises pour dénoncer la dissimulation d'emploi salarié ou d'heures travaillées, la dissimulation d'activité indépendante, la fausse sous-traitance ou encore la fraude à la mobilité internationale. Parmi leurs actions, des contrôles routiers. L'an passé, plusieurs [opérations de contrôle](#) ont été organisées par la préfecture avec les forces de l'ordre, la douane, l'Urssaf et d'autres organismes, sur les autoroutes. "Les véhicules sont déviés par la gendarmerie/police sur une aire. Les gendarmes/policiers contrôlent les documents, la douane le chargement du véhicule et nous les occupants", poursuivait Gwendal Gossec, directeur en charge du contrôle. Grâce à ce genre d'organisation, une camionnette contrôlée sur l'A13 a permis de remonter jusqu'à une entreprise parisienne. "Nos plus grosses opérations de contrôle de 2025 ont été retrouvées grâce aux contrôles sur l'autoroute. Quatre dossiers ont généré la moitié des 50 millions", notait Stéphane Blondel.

Les micro-entreprises ciblées

Les missions des équipes de l'Urssaf évoluent chaque année. Si

les grosses et moyennes entreprises sont ciblées, les micro-entrepreneurs sont de plus en plus scrutés à la loupe. *"Il est tout à fait possible de mener un contrôle chez un tatoueur par exemple. Grâce à la collecte de données, le data mining, nous pouvons suivre plusieurs affaires. Nous contrôlons le micro-entrepreneur comme la grosse entreprise"*, précisait Stéphane Blondel.

A noter également qu'il y a une différence entre l'entraide familiale et l'amicale. *"L'autre jour, je suis allé acheter des huîtres en bord de mer. Le vendeur m'a expliqué qu'il donnait un coup de main sur le marché. C'est du travail dissimulé"*, racontait Gwendal Gossec. En effet, l'entraide dite familiale est tolérée si elle est occasionnelle et spontanée. L'entraide amicale non. *"S'il y a une rémunération quelconque comme un don, ici une bourriche d'huîtres par exemple, ou un petit billet, ce n'est plus de l'entraide. Si vous vous blessez le week-end en donnant un coup de main et que vous êtes en arrêt, c'est la sécurité sociale qui paye et pas votre ami ni votre entreprise. L'Urssaf travaille pour protéger le système de protection sociale français."*

Rouen. Grève chez les remorqueurs : les conditions de travail dénoncées

Julie Hervieux

1-2 minutes

Plusieurs marins de la Sormar, gérée par TSM (Thomas Services Maritimes) sont en grève depuis mercredi 4 mars au matin à Rouen. Ils dénoncent plusieurs problèmes internes et demandent une revalorisation salariale.

Des salariés inquiets

Si aucun piquet de grève n'est organisé, les navigants ont tout de même déposé un préavis de grève le 25 février dernier, avec effet ce jour. Au-delà d'une proposition de revalorisation salariale, ils dénoncent *"des conditions d'organisation du travail en changement permanent, le non-respect réglementaire des temps de repos minimum, l'absence de repos programmés par l'armement, la perte de primes attribuées par le passé, le manque de formation pour certains capitaines et membres du personnel"*. Les marins dénoncent également une *"planification divergente selon la personne en charge des plannings"* et *"une modification des cycles de travail dû à la composition des équipages en cours de recomposition"*, explique Cédric Masset, secrétaire général FO du syndicat maritime du littoral Manche et mer du Nord.

Les remorqueurs du port de Rouen en grève illimitée en raison de leurs conditions de travail

Blaise Diagne

5-6 minutes

Les remorqueurs de l'axe Seine normand sont en grève depuis le 4 mars 2026 au matin. Ils demandent une revalorisation salariale et une amélioration de leurs conditions de travail.



Les remorqueurs opérant sur le port de Rouen à quai à Val-de-la-Haye, mercredi 4 mars 2026. - DR



Publié: 4 Mars 2026 à 16h59 Temps de lecture: 1 min

Le remorquage des navires de gros tonnage pour les opérations d'accostage ou d'appareillage sur l'axe Seine normand (que ce soit en amont à [Rouen](#), ou en aval, à Port-Jérôme-sur-Seine) est la mission des 44 marins et officiers de la société Sormar (société de remorquage maritime de Rouen), composante de l'armateur TSM, pour Thomas Service Maritime.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Depuis ce mercredi 4 mars 2026, ils sont en grève. « Une grève

illimitée qui a débuté à 10 heures », précise Cédric Masset, porte-parole des grévistes en sa qualité de secrétaire général du syndicat maritime FO du littoral Manche-Mer du Nord. Avec un taux de grévistes affiché de « 100 % », les cinq remorqueurs maison sont donc à l'arrêt total, engendrant de facto des perturbations sur le trafic fluvial.

« Ce n'est pas qu'une histoire de pognon, il y a aussi pas mal de problèmes internes. »

Cédric Masset, Secrétaire général du syndicat maritime FO du littoral Manche-Mer du Nord

En haut de la liste de leurs revendications, une revalorisation salariale justifiée par « une année 2025 avec d'excellents résultats » après des NAO (négociations annuelles obligatoires) peu fructueuses à leur goût. Mais le problème dépasse ce simple cadre. « *Ce n'est pas qu'une histoire de pognon, il y a aussi pas mal de problèmes internes qu'il faut soulever* », formule Cédric Masset.

« Dégradation constante des conditions de travail »

Le représentant syndical fait ainsi remonter « *une dégradation constante des conditions de travail* » du personnel navigant. Dans le détail, cela va du « *non-respect réglementaire des temps de repos minimum* » au « *manque de formation concernant certains capitaines et personnel d'exécution, perturbant la planification des manœuvres* » en passant par la demande d'une « *consultation préalable* » en ce qui concerne « *la composition des équipages* ».

Pour rappel, marins et officiers effectuent des rotations de 15 jours de travail et 15 jours de repos. Leur dernière grève, qui date de [février 2023](#), portait déjà sur une demande de revalorisation salariale – laquelle avait été acceptée par la direction. La société Sormar n'a pas répondu à nos sollicitations.

Lire aussi



Appel à la grève au Havre : des perturbations attendues jeudi dans les bureaux de poste

6-7 minutes

Le syndicat Sud PTT appelle les agents des bureaux de Poste du Havre et son agglomération à cesser le travail jeudi 5 mars 2026, pour obtenir de meilleures conditions de travail.

Sur le même thème

[Droit des travailleurs](#)

[Grève](#)

[La Poste](#)

Article réservé aux abonnés



Les bureaux de Poste au Havre risquent de connaître quelques perturbations ce jeudi 5 mars 2026. (©Delphine Revol)

Par [Delphine Revol](#) Publié le 4 mars 2026 à 20h22

Le **préavis de grève est lancé** et le syndicat Sud-Solidaires PTT espère que l'appel sera suivi par les salariés qui travaillent dans les bureaux de poste du [Havre](#), mais aussi de Gongreville, Harfleur, et Montivilliers.

Ce jeudi 5 mars 2026, les salariés des bureaux de Poste du Rond-Point, Graville, Halles Centrales, Bléville, Sanvic, Palais de Justice,

Caucriauville, Montgaillard mais aussi de Sainte-Adresse, Harfleur, Gonfreville et Montivilliers sont invités à **un rassemblement à 10h** devant le bureau de poste du Palais de Justice, au 172 boulevard de Strasbourg.

« Les salariés de La Poste sont devenus des couteaux suisses »

« Le personnel œuvre au quotidien dans des conditions difficiles pour répondre aux besoins fondamentaux de l'ensemble de la population » dicit le syndicat représentatif des agents dans son tract. Et en premier lieu, les « multiples tâches additionnelles qui se greffent à la charge de travail ».

Mickaël Pricot, représentant de proximité sur la Seine-Maritime, confirme **les inquiétudes remontées du terrain** : « sur une journée qui va de 9h à 18h dans un bureau de poste, un agent va vendre un timbre à l'ouverture au premier client, vendre un téléphone au deuxième, un colis postal au troisième, puis il va aider un client à faire un virement, traiter la demande du suivant qui a perdu sa carte bancaire, débloquer un téléphone au prochain, et vendre une assurance. Et le nouveau service de phoning à développer ! Les salariés de La Poste sont devenus des couteaux suisses ».

Et parfois, **certains agents sont seuls au guichet** pour assurer tous les services, comme à Harfleur : « Une seule personne appuie sur le bouton pour faire rentrer les clients au guichet, mais si elle est occupée, ce sont ceux qui sont dans la file d'attente qui ouvrent la porte, et voilà comment on se retrouve débordé ! Sans parler du problème de sécurité entre les incivilités subies et le risque de braquage qui existe » témoigne Mickaël Pricot.

Contre la fusion des bureaux

Selon le syndicat, **une fatigue générale s'installe chez les agents** : « l'organisation du travail ne tient que par le collectif ». Le représentant de proximité rapporte par ailleurs une « pression commerciale et managériale ». Les postiers étant devenus des « commerciaux », une part variable de leur salaires est calculée en fonction d'objectifs individuels.

Le personnel, par la voix de ses représentants, demande par ailleurs de **stopper les projets de fusion des bureaux de poste** et notamment d'abandonner l'idée de **réunir ceux de la ville basse**. « Vu les problèmes liés à la fusion des bureaux de la ville haute faite l'an passé, le personnel est opposé à la fusion des bureaux ville basse ».

En plus de réduire l'effectif de l'encadrement, le représentant du personnel évoque des difficultés liées à l'adaptation des agents qui doivent travailler dans plusieurs agences : « on n'a pas le même public dans un bureau de campagne que dans un bureau de ville, ou dans les grands bureaux comme Montgaillard ou Caucriauville qui sont plus cosmopolites. Il y a ainsi la barrière de la langue, qui oblige à prendre plus de temps avec les clients ». Une contrainte temporelle qui serait, par exemple, non prise en compte par la direction.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

« Le service public c'est du ressort de la politique de la ville »

Malgré les alertes en CSE, les représentants du personnel espèrent que leur cahier de revendications sera pris en compte par la direction. Le personnel de la poste espère par ailleurs que le message passera auprès des **candidats aux prochaines élections municipales**, mais aussi auprès des élus en place : « notre rassemblement jeudi au Havre a lieu juste en face du local de campagne d'Edouard Philippe (maire sortant), il pourra peut-être passer nous voir ? En tous cas, le service public c'est du ressort de la politique de la ville ».

La direction répond

Contactée par 76actu, la direction de la poste nous a répondu en ces termes : "Une rencontre a eu lieu avec les représentants du personnel sur l'ensemble des revendications. La direction a apporté une réponse factuelle à chacune d'elles. La commune du Havre dispose de moyens très importants avec 14 agences (et 5 points de contact en partenariat) et notre entreprise a investi 122.000 € en 2025 dans la rénovation de l'agence de Caucriauville.

Par ailleurs, effectué en octobre dernier par un organisme indépendant, le dernier sondage sur la qualité de vie au travail sur le territoire du Havre affiche les meilleurs résultats de Normandie avec une note de 7,6/10. Ce sondage balaie tous les items de la qualité de vie au travail : organisation du travail, les relations managériales, la compréhension de la stratégie d'entreprise, l'environnement de travail..."

Suivez l'actualité du Havre sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre](#)

« On se sent abandonnés » : Ziegler France en redressement, quel avenir pour les trois sites de Rouen ?

5-6 minutes

L'entreprise de transport Ziegler France a ouvert une procédure de redressement judiciaire ce lundi 2 mars. Pour les employés de l'agglomération de Rouen, l'avenir s'assombrit. Précisions.

Sur le même thème

[Transport](#)



Au dépôt de Grand-Quevilly, les camions siglés Ziegler ne bougent plus. (©76actu)

Par [Mathieu Charré](#) Publié le 4 mars 2026 à 17h39

La crainte de Laurent* s'est concrétisée dans un communiqué de presse, publié ce mardi 3 mars 2026 par son employeur. **Ziegler France**, branche hexagonale de l'entreprise belge de transport, a annoncé ouvrir **une procédure de redressement judiciaire**. Aux trois sites de [Petit-Couronne](#), [Grand-Quevilly](#) et [Saint-Étienne-du-Rouvray](#), l'avenir s'écrit en pointillés.

Six millions d'euros de perte en 2025

En grande difficulté financière, Ziegler France a connu **un déficit proche de 6 millions d'euros l'an passé**. L'entreprise emploie

1370 personnes en France, sur 58 sites — dont 3 dans la Métropole de [Rouen](#).

Le Tribunal du commerce de Lille a tranché ce lundi 2 mars. Le plan de redressement, qui débute avec une période d'observation, doit « établir un diagnostic approfondi de la situation économique et financière de l'entreprise, restructurer son endettement dans un cadre sécurisé et élaborer un plan de redressement pérenne » d'après le communiqué de l'entreprise transmis à *76actu*.

Pêle-mêle, Ziegler France liste **les raisons de ces difficultés** : « hausse des coûts d'énergie et de carburant, géopolitique complexe, pression concurrentielle accrue, perte de contrats ».

Des employés sans visibilité

« On se sent abandonnés », lâche Laurent*, fataliste. Employé depuis plusieurs années à Petit-Couronne, il suit depuis plusieurs mois avec inquiétude la situation de Ziegler France, au gré des maigres informations qu'il parvient à récolter. « La direction locale n'aide pas, les infos sont dures à obtenir. »

On se dit qu'on est condamnés. On n'a aucune visibilité, on bosse au jour le jour. Nos clients ont parfois plus d'informations que nous !

Vidéos : en ce moment sur Actu

La **cession partielle ou totale** de Ziegler France fait a priori partie des scénarios possibles, tout comme la fermeture de certains sites. Quel avenir pour les centaines d'employés dans l'agglomération rouennaise ? Le présent est déjà hypothéqué : les salaires de février n'ont pas été versés.

« On balade les salariés » peste Paul*, employé au Grand-Quevilly. « On n'a su que le 27 février qu'on ne serait pas payés. Ils auraient pu déclencher quelque chose, le temps que les AGS (régime de garantie des salaires pour les employés d'une entreprise placée en redressement, NDLR) se déclenchent ».

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Le délai supplémentaire dû à la mise en place du dispositif pèse sur certains employés, « déjà à découvert avec la paie normale. Ça va être dur », craint Paul.

Un droit de retrait au Grand-Quevilly

Depuis ce lundi, les employés de Grand-Quevilly **font valoir leur droit de retrait**. « On n'a plus de trésorerie, la carte pour le gazole ne marche plus depuis vendredi, pareil pour les péages, nous explique Thierry*. Notre direction nous a dit de rester chez nous en étant payés. On est déboussolés. »

Comme Laurent, Thierry a espéré passer les fêtes avec sérénité en entendant parler d'un nouvel actionnaire en décembre. Mais **l'avenir s'est assombri le 26 janvier**, avec le départ de la DG de Ziegler France. « C'est là qu'on s'est dit 'on est mort'. Tous nos clients sont partis ».

Une mobilisation prévue vendredi

Ziegler France avait un portefeuille chargé, avec Total, les quincailleries Setin... « Pourquoi le redressement n'a pas été fait il y a deux mois ? On avait des gros clients, sûrs, on pensait être rachetés et là on va droit dans le mur », raconte Thierry, ému.

J'ai demandé à mes parents de m'aider, certains ne peuvent pas se tourner vers leur famille. Des gens sont venus pleurer dans le bureau du directeur... On est main dans la main, mais c'est tendu.

Main dans la main, ils le seront aussi ce vendredi matin, où **une action est prévue au dépôt de Grand-Quevilly**. « On va distribuer des tracts là où il y a du trafic, puis faire une journée d'action avec les 200 salariés, pour montrer notre colère vis-à-vis du redressement ». Et espérer des réponses, enfin, sur ce qui les attend. « Si 10% est sauvé à l'échelle nationale ils auront de la chance », conclut Paul, fataliste.

Contactée, la direction de Ziegler a refusé de répondre à nos questions. L'agence de communication qui s'occupe de Ziegler France annonce ne pas avoir « d'autre information que celles qui figurent dans le communiqué de presse ».

*Les prénoms ont été modifiés

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Le groupe PG de Rouxmesnil-Bouteilles rachète la société Electric Motor

4–5 minutes

Le groupe PG de Rouxmesnil-Bouteilles a annoncé l'acquisition d'Electric Motor, spécialisée notamment dans l'électricité industrielle et l'automatisme mercredi 4 mars 2026.

Sur le même thème

[Électricité](#)

[Industrie](#)

[Transmission d'entreprise](#)



Basé à Rouxmesnil-Bouteilles (Seine-Maritime), le groupe PG, dont Patrice Gault est président du conseil de surveillance, annonce l'acquisition d'Electric Motor, spécialisée dans l'électricité industrielle, l'automatisme et l'informatique industrielle. ©Les Informations dieppoises

Par [Marie LEMAISTRE](#) Publié le 4 mars 2026 à 19h30

Le groupe PG, basé à [Rouxmesnil-Bouteilles \(Seine-Maritime\)](#), annonce l'acquisition de la société **Electric Motor**, spécialiste de l'électricité industrielle, de l'automatisme et de l'informatique industrielle.

L'information a été partagée ce **mercredi 4 mars 2026** par le groupement d'entreprises dieppoises **Dieppe Meca Energies** sur ses réseaux sociaux.

Un communiqué **commun** a également été diffusé, signé de Patrice Gault, président du Conseil de surveillance du groupe PG, de Laurent Mauny, directeur général du groupe, et de Sylvain Cadinot, directeur industriel d'Electric Motor.

Une stratégie de développement et de diversification

Ce rachat s'inscrit dans le cadre de « la stratégie de développement et de diversification » du groupe PG, qui comprend les sociétés Usinage Dieppoises, Gault Industries et ADSI.

Plus précisément, « cette opération s'inscrit dans la volonté du groupe d'élargir son offre de services et de renforcer sa capacité à proposer des solutions complètes, alliant compétences en usinage de précision, tôlerie fine de précision, assemblage, intégration, électricité industrielle et automatisme », est-il indiqué.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Pour le groupe rouxmesnilais, cette intégration « constitue une étape structurante qui permettra d'accroître la valeur ajoutée des projets clients, en regroupant au sein d'une même entité des savoir-faire complémentaires et hautement techniques ». Du côté d'Electric Motor, le rapprochement représente « l'opportunité d'accéder à de nouvelles ressources industrielles, à des capacités renforcées et à un environnement propice au développement commercial ».

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Les équipes existantes sont pleinement intégrées et continueront d'assurer la qualité de service et l'expertise « qui font la réputation de l'entreprise », est-il précisé.

L'objectif affiché de ce rachat est d'accompagner la croissance future des deux structures, « de consolider leurs positions sur leurs marchés respectifs et de répondre de manière plus globale et performante aux besoins de leurs clients ».

Sur le plan managérial, Sylvain Cadinot conserve la pleine responsabilité du développement opérationnel d'Electric Motor en

tant que directeur industriel.

Une continuité présentée comme la garantie de « la préservation de l'expertise historique de l'entreprise, la stabilité de ses équipes et la poursuite de son excellente dynamique commerciale et technique ».

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Sur le site de Bolloré Logistics à Grand-Couronne, la remontée des taux de lithium est-elle inquiétante ?

Cécile Frangne

5-7 minutes

Trois ans après l'incendie de Bolloré Logistics à Grand-Couronne, de récentes analyses des eaux révèlent des taux records de contamination au lithium dans les eaux souterraines. Pour quelles conséquences ?



Publié: 4 Mars 2026 à 19h26 Temps de lecture: 2 min

C'est un mystère de plus à ajouter à la longue liste de questions irrésolues concernant ce dossier. Trois ans après l'incendie qui a ravagé, le 16 janvier 2023, les entrepôts exploités par Highway France Logistics à [Grand-Couronne](#) où étaient stockées 12 000 batteries au lithium appartenant à Blue Solutions – filiale de Bolloré Logistics –, «*de nouvelles analyses des eaux révèlent des taux records de contamination au lithium* », [alertait](#) fin janvier 2026 l'association France nature Environnement (FNE).

Comment l'expliquer ?

« Alors que les taux de lithium se situaient aux alentours de 56 000 microgrammes par litre (µg/l) en juillet 2025, ils ont explosé ces derniers mois pour atteindre jusqu'à 200 000 µg/l lors des [dernières analyses](#) réalisées en novembre 2025. Soit près de 10 000 fois supérieures aux recommandations de l'Ineris », s'inquiète Christophe Holleville.

« Alors que les taux de lithium se situaient aux alentours de 56 000 microgrammes par litre (µg/l) en juillet 2025, ils ont explosé ces derniers mois. »

Christophe Holleville, Secrétaire de l'Union des victimes de Lubrizol

Pour le secrétaire de l'Union des victimes de Lubrizol, membre de FNE, cette remontée record des taux de lithium trouve sa source dans la tenue, au printemps 2025, « *du chantier d'évacuation des batteries calcinées à ciel ouvert* », sans « *brumisateurs* » ni « *chapiteau* » pour rabattre les particules dans l'atmosphère. Reconnaisant des « *variations importantes à la hausse depuis l'été 2025, laissant présager de mouvements d'eaux souterraines qui ne sont pas expliqués à ce stade* », la préfecture évoquait toutefois fin janvier [plusieurs hypothèses](#), dont le ruissellement des eaux de pluie qui aurait pu « *amener du lithium dans les eaux souterraines* ».

Projet d'arrêté

Cette résurgence du lithium pose également la question de l'efficacité de la barrière hydraulique censée dépolluer les eaux de la nappe phréatique avant leur rejet dans la Seine, pourtant remise en service depuis l'été. Un rapport présenté début 2026 devant le Coderst (Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques) pointe d'ailleurs que cette barrière ne pompe depuis septembre 2025 qu'environ « *600 litres par heure* », bien loin « *des 3 à 7 m³/h* » préconisés par l'expert hydrogéologue...

Pour « *comprendre les phénomènes en cours* », un projet d'arrêté préfectoral devant être publié « *dans les prochains jours* » prévoit de renforcer la surveillance des taux de lithium en imposant la publication de mesures mensuelles des eaux souterraines et de surface à proximité du site incendié. Approuvé par le Coderst, ce texte envisage dans le même temps – sur demande des industriels – « *d'assouplir les valeurs de rejet de lithium dans la Seine, au regard des économies de déchets* (d'acide chlorhydrique utilisé pour la dépollution de la nappe NDLR) *et du seuil d'acceptabilité du milieu* », fixé à 20 µg/l. Un seuil d'abattement du lithium dans l'eau rejetée passé de 95 à 80 % qui resterait « *400 fois inférieur au seuil acceptable par la Seine* », indiquent toutefois les services de l'État.

Lire aussi



Forêt d'Arques : au cœur de la préparation d'une battue pour réguler le grand gibier

12-15 minutes

La saison de chasse au grand gibier est close en forêt d'Arques. De fin octobre à fin février, l'association de chasse organise des battues pour réguler sangliers et chevreuils.

Sur le même thème

[Chasse](#)

[Environnement](#)

Article réservé aux abonnés



Des battues au grand gibier ont lieu tous les lundis ou presque durant la saison de chasse, en forêt domaniale d'Arques, près de Dieppe (Seine-Maritime). ©Les Informations dieppoises / Marie Lemaistre

Par [Marie LEMAISTRE](#) Publié le 4 mars 2026 à 20h30

Devant la loge, gilet orange fluo sur le dos, les mains dans les poches, deux groupes se forment parmi une quarantaine de **chasseurs**. Comme chaque lundi durant la saison de chasse, de fin octobre à fin février, une battue au grand gibier est organisée en **forêt domaniale d'Arques**, près de [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#), par

l'association de chasse.

« C'est l'ONF, l'**Office national des forêts** qui décide, on n'a le droit qu'à un jour par semaine et à l'exception des mercredis, week-ends et jours fériés », indique Jean-Yves Thiebaut, coprésident de l'association. Des chasses à courre sont organisées le samedi par une autre association.

Des objectifs fixés

La plupart des participants sont actionnaires de l'association qui a des objectifs fixés par l'ONF en termes de régulation d'animaux en forêt. D'autres sont invités par des chasseurs présents. La grande majorité sera postée en forêt, fixe. Les chefs de ligne veillent à ce que chacun soit correctement placé, respecte les distances et reste dans l'axe prévu.



Près de la loge, les chasseurs attendent de connaître leur poste.

©Marie Lemaistre

À l'abri du vent, avec les chiens, une dizaine de traqueurs patientent à l'écart. Eux progresseront à pied dans la forêt pour rabattre le gibier, armés ou munis d'un bâton. Leur position n'autorise d'ailleurs pas certains tirs. « Leur plaisir, c'est de gérer les chiens, pas forcément d'avoir une arme avec eux », précise Hervé Adam, coprésident de l'association de chasse.





Une quarantaine de chasseurs sont présents ce jour-là pour la battue au grand gibier. ©Marie Lemaistre

Avec leurs compagnons, les traqueurs avancent en ligne. Ils délogent les animaux et les mettent en fuite en direction des postés sur les miradors, qui encerclent complètement la zone de chasse et permettent des tirs fichants. La première traque commence à Frémare, près du parking des Quatre-Quartiers. Le lieu de la traque est découvert avant de partir par les équipes.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Les mille hectares de la forêt domaniale sont ainsi quadrillés en une dizaine de zones de chasse. Une carte, affichée sur une voiture au niveau du point de rassemblement, en rappelle les limites. Des chasseurs ont « fait le pied » le matin afin de définir les zones de battue, de vérifier la présence éventuelle d'animaux et d'en estimer si possible le nombre.

« On sait que les sangliers passent souvent à un endroit bien précis, donc c'est surtout cet endroit-là que nous allons vérifier », glisse Hervé Adam. Une partie des panneaux « chasse en cours » a été installée plus tôt le matin, pour prévenir les promeneurs.



Les dernières consignes de sécurité sont données avant le départ. ©Marie Lemaistre

Les grandes traques peuvent durer jusqu'à cinq heures. Ce jour-là,

sous un ciel gris et un froid piquant, les battues seront plus courtes avec une pause « pour se réchauffer un peu ». Deux ou trois traques de deux heures environ pourront se succéder, jusqu'en fin d'après-midi. Le casse-croûte a été pris dans la loge en amont.

Dernières consignes

Avant le départ, les consignes de sécurité sont rappelées par le directeur de chasse, Claude Courvalet. Port du gilet fluo, du couteau et de la trompe obligatoires. Dans leurs bottes, certains ont des jalons pour matérialiser les angles de tir. Le directeur de chasse rappelle aussi les sonneries de trompe, utilisées pour signaler le début et la fin de la chasse ou la présence d'un gibier.



Les animaux prélevés sont partagés entre chasseurs, à tour de rôle. ©Marie Lemaistre

« Renard, une fois. Chevreuil, deux fois. Sanglier, trois fois », énumère-t-il. « Vous pouvez tirer deux chevreuils par personne, mais pas deux adultes. On ne tire pas dans les laies suitées. Faites bien attention : si vous voyez arriver une bête noire seule, identifiez-la bien. On ne laisse pas d'orphelin dans la forêt ! »

Le plan de chasse, fixé par l'ONF pour le grand gibier, définit combien et quels animaux peuvent être prélevés. En forêt domaniale, seuls les sangliers et les chevreuils sont chassés. La forêt n'accueille pas de cervidés. « Le tir d'un animal non désigné est sanctionné », rappelle le directeur. Les animaux prélevés sont partagés entre les chasseurs.





Les plus grandes battues peuvent durer cinq heures. ©Marie Lemaistre

Les sangliers s'adaptent

Le directeur de chasse est aussi en lien toute l'année avec les gardes de l'ONF. Il est notamment chargé de mettre en place le plan d'agrainage : autrement dit, répandre du maïs en forêt, « à hauteur de 400 kg par semaine », sur des points définis par l'Office, afin de maintenir les sangliers en forêt et d'éviter les dégâts sur les cultures alentour. Malgré ce plan, les sangliers sortent parfois de la forêt et, en quête de vers ou de grains, retournent la terre des parcelles agricoles voisines, déplacent les plants et peuvent détruire des cultures entières.

La prolifération des sangliers inquiète le monde agricole

Chaque saison de chasse, des comités d'arbitrage réunissent chasseurs et représentants du monde agricole pour faire le point sur l'évolution des dégâts causés par le gibier dans le département. « On est encore sur une année assez haute », constate Guillaume Burel, vice-président de la FNSEA et élu à la chambre d'agriculture en charge du dossier depuis sept ans. Pour lui, la tendance se poursuit depuis plusieurs années. La surface touchée par les dégâts se situait autour de 550 hectares lors de la dernière saison, « l'équivalent de six à sept exploitations seinomarines entièrement ravagées », souffle-t-il.

Autour de 10 500 prélèvements d'animaux avaient été effectués par les chasseurs ; cette année, ce nombre était de 9 500 au 19 février. Mais ce n'est pas encore suffisant, selon Guillaume Burel. Même si les chasseurs prélèvent beaucoup plus qu'avant, les prélèvements ne rattrapent pas, selon lui, la dynamique démographique de l'espèce. « Là où l'on chassait 5 000 à 6 000 sangliers par an il y a 15 ou 20 ans, il faudrait aujourd'hui en prélever au moins 12 000 par saison pour espérer contenir la progression des populations », chiffre-t-il.

Lors de la saison de chasse précédente, la fédération des chasseurs avait versé autour d'un million d'euros d'indemnisations aux agriculteurs à l'échelle du département. Cette année, le

montant devrait s'en approcher, indique l'agriculteur.

En plus des dégâts sur les cultures, cet animal omnivore pose aussi un problème de biodiversité, selon lui. « On a peut-être notre part de responsabilité sur l'évolution du gibier de plaine à cause de nos pratiques culturales, du travail du sol, de la largeur des outils, etc. Mais les chasseurs aussi, conscients que trop de sangliers en plaine nuisent au développement des autres espèces plus fragiles ».

Les consignes de chasse données, reposant sur une sélection de certains animaux chassables par sexe, âge ou poids, sont, pour Guillaume Burel, « difficilement acceptables ». « Aujourd'hui, on n'en est plus là, martèle-t-il. Il faut qu'il y ait une véritable pression de chasse qui s'exerce ».

Les gros points noirs se concentrent toutefois autour des forêts d'Eu, d'Eawy et de Bray, avec une dizaine de communes particulièrement impactées. Dans certains secteurs, en raison d'une surpopulation, une dérogation permet de chasser le sanglier au-delà du 28 février, durant le mois de mars. Ce n'est pas le cas en forêt d'Arques, « où la population de sangliers est contenue », insiste Hervé Adam, président de l'association de chasse.

Pour Guillaume Burel toutefois, sa progression ne s'arrête plus aux champs. « Le sanglier est une espèce qui colonise maintenant tout le territoire de la Seine-Maritime. Il n'y a quasiment plus de communes qui n'ont pas de dégâts », indique-t-il. Des hardes de cervidés de plus en plus importantes commencent également à se signaler, notamment autour de la forêt d'Eawy.

Au-delà du préjudice, des tensions existent parfois entre chasseurs et exploitants. Ces derniers voient des sangliers en plaine sans comprendre pourquoi les populations ne diminuent pas. « Ça crée parfois de l'incompréhension entre les chasseurs locaux et les agriculteurs. En tant qu'agriculteur, on ne travaille pas pour voir sa production anéantie par la faune sauvage », souligne Guillaume Burel, évoquant une forme de découragement chez certains agriculteurs.

Jean-Yves Thiebaut assure être en bons termes « avec tous les riverains de la forêt ». « On fait le maximum. » « Le problème du sanglier, c'est qu'il profite de nombreux facteurs pour se développer : le réchauffement climatique, les hivers doux, le stress hydrique de la forêt, qui produit davantage de glands et de faînes. Résultat, les sangliers se reproduisent beaucoup. Il y a aussi de plus en plus de zones peu ou pas chassées, vers lesquelles ils se déplacent. C'est une espèce qui s'adapte à toutes les situations. Même avec une forte pression de chasse, on n'enraye pas totalement la population », analyse Jean-Luc Couvillers, de la Fédération départementale des chasseurs de la Seine-Maritime.



Avec leurs chiens, les traqueurs avancent en ligne pour repousser le gibier vers les postés. ©Marie Lemaistre

Pour le chevreuil, l'enjeu est avant tout de limiter la pression sur la régénération forestière. « S'il y a trop de chevreuils, la pression sur les repousses est trop forte », poursuit-il. « Ce sont souvent les forestiers qui incitent les chasseurs à prélever. Il y a à la fois une gestion qualitative et une gestion quantitative de la forêt : on joue sur les deux. »

Des méthodes dénoncées

L'ASPAS, l'Association pour la protection des animaux sauvages, milite notamment pour un meilleur encadrement de la chasse. Elle dénonce les pratiques cruelles, comme la chasse à courre, et revendique un meilleur partage de la forêt. Pour elle, la régulation des espèces sauvages doit se baser sur des méthodes scientifiques, non sur des intérêts économiques ou agricoles. Elle regrette qu'en tant qu'association de protection de l'environnement, elle n'ait pas accès aux comptages qui peuvent être faits en forêt pour définir les plans de chasse du chevreuil, par exemple. " Ces derniers sont établis sans que personne ne vérifie si les comptages sont justes, uniquement sur ce que le chevreuil consomme ", déplore Lucy Bonmartel, représentante régionale. Les décisions seraient davantage liées au coût que représente la protection des jeunes plantations et aux surfaces à renouveler, et non à l'équilibre écologique de la forêt.

Concernant le sanglier, son explosion démographique est expliquée par plusieurs facteurs : réchauffement climatique, déprise agricole, culture intensive de maïs en lisière de forêt, mais aussi et surtout " par la politique qui a longtemps prévalu chez les chasseurs ", à savoir la réintroduction de populations de sangliers, les croisements avec des cochons, qui ont conduit à une reproduction " deux fois plus rapide ", et les tirs sélectifs privilégiant

les mâles.

La régulation par la chasse a montré ses limites, selon la référente, qualifiant les chasseurs de " pompiers pyromanes " et la dépose de maïs en lisière, également contre-productive. L'association déplore la faible présence d'associations de protection de l'environnement au sein des commissions départementales cynégétiques aux côtés des chasseurs et propriétaires forestiers pour discuter de ces enjeux.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Suspicion d'un cas de grippe aviaire au Parc de Clères : le site sous surveillance renforcée

3–4 minutes

Une suspicion de grippe aviaire a été détectée au Parc de Clères le 17 février dernier. Une surveillance renforcée a été mise en place. Explications.

Sur le même thème

[Grippe aviaire](#)

[Santé](#)

Article réservé aux abonnés



Suspicion de grippe aviaire au Parc de Clères : une surveillance renforcée mise en place. ©Archives/76actu

Par [Isabelle Villy](#) Publié le 4 mars 2026 à 17h24

Les services de la préfecture informent d'un **cas de suspicion de grippe aviaire** au Parc de [Clères](#), détectée le 17 février par la Direction départementale de la protection des populations (DDPP).

Résultats définitifs début mars

« Les premiers résultats indiquent la présence du **virus de l'influenza aviaire** en quantité très faible. À ce stade, il est encore

trop tôt pour dire qu'il s'agit d'un virus hautement ou faiblement pathogène. Les résultats définitifs devraient être connus début mars », poursuit la préfecture qui prévient qu'**une surveillance renforcée a toutefois été mise en place** par les responsables du Parc de Clères, en lien avec les services de la DDPP.

Des mesures mises en place

Une surveillance qui se traduit notamment par le maintien des oiseaux dans leurs locaux d'hébergement, et quand cela n'est pas possible, par « l'utilisation de tout moyen permettant de limiter les contacts avec les oiseaux sauvages ».

D'autres actions sont mises en place comme des mesures de biosécurité renforcées et « l'interdiction de mouvements (entrées et sorties) ».

Un canard Garrot à œil d'or euthanasié en janvier dernier

Les services de la préfecture indiquent qu'**aucune autre mortalité suspecte d'oiseaux n'a eu lieu** au sein du Parc depuis cette alerte. « Pour mémoire, le 31 janvier 2026, un canard Garrot à œil d'or présentant un état de fatigue généralisé a dû être euthanasié par le vétérinaire du parc et plusieurs prélèvements ont été effectués », conclut la préfecture.

À noter que le parc de Clères est actuellement en **fermeture hivernale** : sa réouverture est programmée le 14 mars prochain.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Un contrôle de police inopiné dans un collège de Rouen surprend les élèves et les professeurs : "C'est un petit peu anxiogène"

Écrit par Stéphanie Letournel

5-7 minutes

Inspections des cartables pour les élèves du collège Boieldieu à Rouen, ce mercredi 4 mars 2026. Une surprise pour les élèves et les professeurs, qui n'en avaient pas été informés. Ces fouilles inopinées avaient été annoncées par Élisabeth Borne, le 21 février 2025.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Postée à l'entrée de l'établissement depuis 7h30, ce mercredi 4 mars 2026, la police municipale fouille les sacs des collégiens pour s'assurer de l'absence d'objet interdit. Il s'agit d'un contrôle surprise, le 27^{ème} depuis la rentrée scolaire de septembre.

Selon le commandant de police Nicolas Guicheteau, *"c'est une action préventive, on montre qu'on est présents pour lutter contre l'introduction de tout type d'armes et plus généralement d'objets illicites qui donneraient lieu à l'ouverture d'une procédure"*.

Ces fouilles inopinées avaient été annoncées par Élisabeth Borne, le 21 février 2025, alors ministre de l'Éducation de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

"C'est dans le cadre du partenariat entre les deux ministères (NDLR : de l'Intérieur et de l'Éducation nationale) que nous procédons à ce type d'opération, sur réquisition du procureur de la

République, qui nous autorise à procéder aux fouilles de sacs à l'entrée de l'établissement, devant l'établissement scolaire", justifie le commandant.

Cette opération intervient quelques semaines [après la violente bagarre entre deux collégiens dans l'Eure](#). L'un d'eux avait attaqué son camarade avec un couteau de cantine.

Les élèves, évidemment surpris, n'hésitent pas à poser des questions aux forces de l'ordre. *"Est-ce que vous pouvez expliquer pourquoi ce dispositif de sécurité intense s'il vous plaît ?"*, lance cet adolescent en classe de 4^{ème}.

"Ce sont des mesures de sécurité au niveau des établissements scolaires, on a l'autorisation du procureur de la République de vérifier dans tous les sacs des étudiants, de manière à vous protéger, et protéger également le personnel, tout simplement", justifie la policière qui fouille son sac.

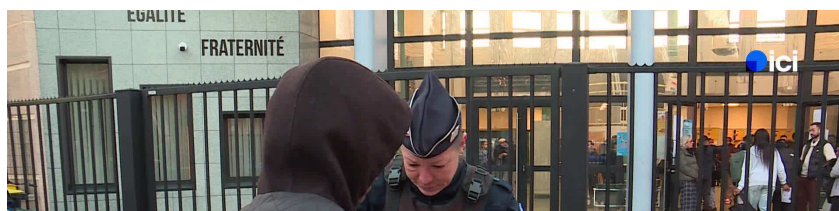
Certains élèves sont tout de même inquiets. *"Pourquoi ce collège ?"*, demande un élève. *"C'est aléatoire, pas uniquement ciblé sur Boieldieu"*, tente de rassurer l'agent. *"On n'a pas vraiment l'habitude d'avoir ça, donc, c'est peut-être qu'il se passe quelque chose, on ne sait pas"*, témoigne un autre élève, âgé de 13 ans.

Pour d'autres collégiens, cette intervention surprend bien qu'intrigante est aussi rassurante. *"C'est nécessaire, vu ce qui se passe aujourd'hui, les attentats dans les écoles et tout, confie un élève. Ça me rassure le fait qu'on fasse le sac et s'ils trouvent quelque chose, tant mieux, après je trouve ça un peu exagéré, le fait qu'il y ait trois policiers au niveau de la barrière."*

L'intervention s'est organisée avec l'accord du chef d'établissement. En revanche, les professeurs ne semblaient pas au courant, générant de l'inquiétude de leur côté. *"Avec l'actualité qui n'est déjà pas très fun, c'est un petit peu anxiogène, je trouve"*, révèle Emmanuelle Lechevallier, professeure d'arts plastiques au collège Boieldieu depuis 12 ans.

L'enseignante, marquée par les différents récits d'[agressions de professeurs par des élèves](#) en France, confie être stressée par ce sujet et souhaite ne pas trop y penser *"donc de voir ces contrôles de sacs, je trouve que c'est pas évident"*.

durée de la vidéo : 00h01mn48s





Sécurité dans les établissements scolaires : contrôle des sacs dans un collège rouennais, mercredi 4 mars 2026. • ©B. Garguy-Chartier, P. Cornily, J. Bondil

Pour Catherine Mezaad, professeure d'histoire-géographie, l'effet de surprise est même contre-productif. *"C'est mieux d'être informée avant, en tant que personnel de l'établissement, pour pouvoir préparer, voire discuter après"*, observe-t-elle.

Concernant l'opération en elle-même sur la question de la sécurité, l'enseignante estime manquer de recul pour la juger et pense que d'autres problèmes liés à des manques de moyens sont prioritaires *"que ce soit de la prévention auprès des élèves, le bâti scolaire ou les difficultés sociales, avant de conclure, la surveillance, elle est d'abord dans l'établissement"*.

Le personnel éducatif et les élèves n'étant pas informés d'une possibilité de contrôle aléatoire des cartables, se pose la question de l'efficacité de cette mesure, cette dernière étant avant tout une mesure dissuasive.

Avec Baptiste Garguy-Chartier et Patrice Cornily.

Barentin. Contrôlé à plus de 200km/h, il tente d'échapper aux gendarmes

Ghislain Annetta

~2 minutes

Mercredi 25 février, dans la soirée, il est environ 22h15. Les gendarmes du peloton motorisé (PMO) d'Ecalles-Alix effectuent un contrôle sur l'autoroute A 150 à hauteur de Roumare, dans le sens Rouen - Le Havre. Les militaires enregistrent alors un véhicule lancé à pleine vitesse, 210km/h (retenu 199km/h). Ils décident de le contrôler. Mais le conducteur refuse d'obtempérer.

De l'A150 à la zone commerciale : une tentative de fuite stoppée net

La Mercedes classe A quitte l'autoroute à Barentin et entre dans la zone commerciale pour essayer d'échapper à l'Alpine des forces de l'ordre. Le chauffard n'hésite pas à prendre des risques pour s'enfuir. Cependant, à un rond-point, il est contraint de ralentir puisqu'un véhicule est engagé dans le giratoire. Les gendarmes du PMO parviennent à l'interpeller. Le jeune homme, âgé de 23 ans et originaire de Barentin, n'a consommé ni drogue, ni alcool. Son permis de conduire est retenu sur place. Il lui est retiré pour six mois par décision administrative. Son auto est mise en fourrière pour une durée de sept jours. C'est maintenant à la justice de trancher sur son cas.

- **A lire aussi.** [Bolbec. Pourquoi les sapeurs-pompiers sont-ils mobilisés en centre-ville ?](#)

Pourquoi le passeport du civisme, financé par le milliardaire d'extrême droite Pierre-Édouard Stérin, divise au Havre ?

Amandine Pointel

5-7 minutes

C'était l'un des dossiers sensibles du dernier conseil municipal du Havre : le passeport du civisme. Comme 500 villes françaises, la cité océane a distribué ce livret aux élèves de CM2 de la ville. Un choix qui heurte les syndicats et les élus communistes.

[Élections municipales 2026](#)

Le dossier du Passeport du civisme n'est pas clos au Havre, mais il entre dans une phase d'incertitude. Ce livret, remis aux élèves de CM2 en septembre dernier, visait à encourager l'engagement citoyen à travers des actions locales : visites en mairie, rencontres avec les pompiers ou participation à des cérémonies commémoratives.

La polémique a éclaté autour de la présence du logo du ministère de l'Éducation nationale sur le livret. Or, selon les syndicats enseignants, le ministère aurait retiré son agrément à l'association fin 2024 et demandé le retrait de son logo.

"Tout le monde a pris ce document en pensant qu'il était estampillé ministère de l'Éducation nationale. On est trompés", s'indigne Morgane Benoist, déléguée syndicale FSU MIPP au Havre.

Le livret a pourtant été distribué en septembre 2025 aux élèves havrais avec ce logo toujours visible.

[Le livret a été distribué en septembre 2025 aux élèves havrais avec ce logo toujours visible. • © France Télévisions](#)

Oumou Niang-Fouquet, adjointe au maire (Horizons !), chargée de l'éducation et de la jeunesse, reconnaît un décalage d'information : *"Entre 2021 et 2024, le dispositif avait été labellisé. Lorsque le ministère a changé, la validation n'a pas été renouvelée en 2025. Nous n'étions pas au courant du refus d'agrément. Nous l'avons*

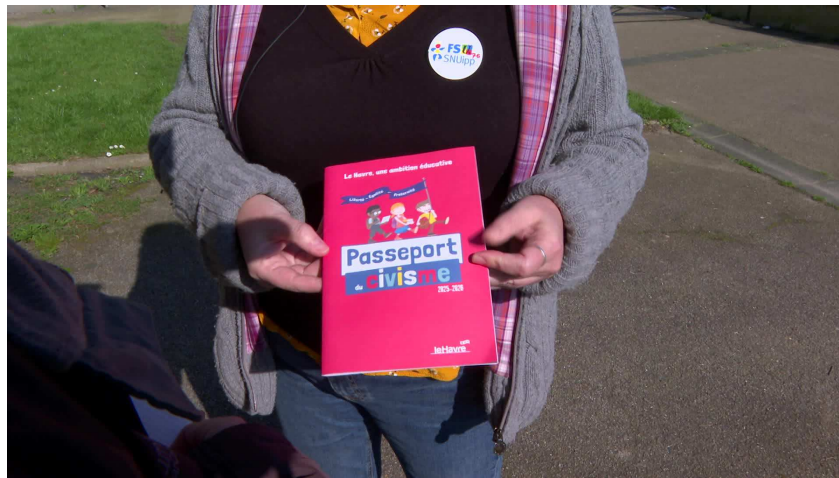
appris via les syndicats et nous nous sommes renseignés."

Au-delà du logo, certains enseignants et élus dénoncent un cadre jugé idéologique. Nathalie Nail, conseillère municipale communiste, pointe notamment un cahier des charges signé avec l'association, dans lequel il est mentionné qu'il ne doit y avoir *"ni wokisme, ni écriture inclusive"*.

"Ce n'est pas neutre. Le civisme n'est pas une marchandise, ce n'est pas un outil de communication, encore moins un cheval de Troie idéologique", affirme-t-elle.

VIDÉO. Reportage d'Hervé Guiraudou et Isabelle Ganne :

durée de la vidéo : 00h01mn56s



Le passeport du civisme fait débat au Havre (Seine-Maritime). •

©FTV

Morgane Benoist évoque également une ligne jugée *"très conservatrice"* dans certains livrets conçus ailleurs en France, avec un devoir de mémoire considéré comme orienté. *"C'est une vision très conservatrice, avec un devoir de mémoire très pointu. Par exemple, la cérémonie du 11 novembre est obligatoire."*

Au Havre toutefois, le contenu serait différent : rencontres avec les pompiers, visites citoyennes en mairie... *"L'intérieur n'est pas inintéressant"*, reconnaît la syndicaliste. *"Mais les enseignants sont déjà compétents pour travailler la citoyenneté avec leurs élèves."*

Elle s'interroge également sur la distribution du livret, après qu'un élu aurait lui-même remis certains exemplaires dans une école où les enseignants ne souhaitaient pas l'utiliser.

Autre sujet sensible : le financement de l'association. Plusieurs opposants soulignent que l'association est soutenue par le milliardaire Pierre-Édouard Stérin, connu pour ses positions conservatrices et son engagement politique.

"C'est financé par un milliardaire de l'extrême droite et dont le but

est de financer le Rassemblement National pour les prochaines élections présidentielles. C'est inquiétant !", estime Morgane Benoist.

Oumou Niang-Fouquet, adjointe au maire, chargée de l'éducation et de la jeunesse nuance : *"Une enquête IFOP a été financée à hauteur de 50 000 euros, mais ce financement n'a pas été directement versé à l'association."*

Elle précise également que la Ville du Havre versait une cotisation annuelle de 3 000 euros pour adhérer au dispositif. *"Le livret havrais est entièrement conçu et imprimé par les services municipaux. Tout ce qui s'y trouve est en lien direct avec Le Havre, pas avec l'association nationale."*

"C'est de l'argent public qui est versé pour le financement d'une association qui a des orientations, des visées idéologiques. Et ça, ce n'est pas acceptable", rétorque la communiste Nathalie Nail.

Pour la municipalité, l'objectif était avant tout pédagogique : *"Nous travaillons pour des enfants de CM2. L'enjeu, à l'échelle du Havre, n'est pas de polémiquer mais de permettre à tous les élèves d'accéder à la citoyenneté."*

L'adjointe en charge de l'éducation et de la jeunesse assure qu'aucune cérémonie n'est obligatoire et que les enfants peuvent valider leur parcours civique de différentes manières.

De son côté, l'association a fait savoir qu'elle n'accepterait plus de soutien financier de Pierre Edouard Stérin. La mairie du Havre dit réfléchir au maintien ou pas de ce partenariat. Dans tous les cas, si de nouveaux livrets sont imprimés se sera sans le logo du ministère.

Avec Hervé Guiraudou et Isabelle Ganne.

Notre-Dame-de-Gravenchon. L'ancien foyer de travailleurs migrants démolit : à qui sont destinés les 90 nouveaux logements attendus d'ici 2027 ?

Cédric Thomire

3-4 minutes

Les premiers coups de pelle ont été donnés rue Henri-Dunant, à Notre-Dame-de-Gravenchon. L'ancien foyer de travailleurs migrants, construit dans les années 1970, est en cours de démolition. Un chantier engagé par 3F Résidences, propriétaire des lieux depuis 2013, en lien avec le gestionnaire Coallia.

Ce bâtiment, racheté à Immobilière Basse Seine, ne répondait plus aux standards actuels. *"A l'exception d'une pension de famille, restructurée en 2014, l'ensemble offrait des conditions de confort devenues insuffisantes, déclare 3F Résidences. Au fil des années, le taux de vacance s'est accru"*, signe d'un équipement inadapté aux besoins du territoire.

90 nouveaux logements

Face à ce constat, 3F Résidences et Coallia ont opté pour une opération de démolition-reconstruction, avec le soutien de différents services de l'Etat, du Département, de la CAF et d'Action Logement. Le projet bénéficie également d'un appui financier de Banque des Territoires, à hauteur de 4,43 millions d'euros de prêts. Objectif : reconstruire sur le même site une résidence "multi-dispositif" de 90 logements, mieux adaptée à la diversité des publics accueillis. Les travaux de démolition partielle viennent de débuter en ce début mars. La construction neuve démarrera en avril, pour une livraison annoncée à l'été 2027. Les derniers bâtiments existants seront démolis en septembre 2027.



La démolition des bâtiments a commencé. En avril débuteront les travaux de construction des nouveaux bâtiments, pour une livraison estimée à l'été 2027 - Cédric Thomire

Résidence sociale, pension de famille, centre d'accueil et foyer de jeunes travailleurs

La future résidence comprendra précisément 30 logements en résidence sociale, destinés à des personnes aux ressources modestes - salariés en mobilité professionnelle, ménages mal-logés ou rencontrant des difficultés d'accès au logement. Dix logements seront dédiés à une pension de famille, pour des personnes très fragilisées nécessitant un accompagnement de proximité.

Vingt-cinq logements seront dédiés à un centre d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA), tandis que 25 autres seront réservés à un foyer de jeunes travailleurs, pour des moins de 30 ans en formation, en apprentissage, en stage ou en recherche d'emploi.

L'ensemble sera géré par Coallia, qui pilotera ces différents dispositifs. Au-delà de la seule reconstruction, le projet vise une double adaptation : technique, avec des bâtiments répondant aux normes environnementales actuelles et aux exigences d'efficacité énergétique ; sociale, avec une offre diversifiée permettant de favoriser la mixité des publics et d'améliorer la qualité de vie des résidents.

Démolition de la friche Lactalis près de Dieppe : le site (enfin) libéré de la chouette

Sylvie Macquet

6-7 minutes

Il y a environ un an, la présence de la chouette effraie, espèce strictement protégée, a été relevée sur la friche Lactalis qui doit être transformée en logements. L'installation soigneusement réfléchie de nichoirs va permettre de libérer le site de l'oiseau nocturne...



Par Sylvie Macquet

Publié: 4 Mars 2026 à 11h32 Temps de lecture: 1 min

Il arrive qu'un chantier dépende d'une autorisation... et parfois, c'est un oiseau qui en décide. Pour la démolition de la friche Lactalis sur les communes de Longueville-sur-Scie et Saint-Crespin, tout a été suspendu à la présence d'une chouette effraie, espèce strictement protégée, qui y nichait depuis un an environ et empêchait toute intervention. « *Pour pouvoir démolir le site, la réglementation imposait de lui fournir un refuge de remplacement à proximité*, explique Olivier Bureaux, maire de Longueville. *Deux nichoirs ont donc été installés en hauteur dans la commune, ce qui permettra le lancement des travaux d'ici quelques jours.* »

Le site appartient actuellement à l'Établissement public foncier de Normandie (EPF), dans le cadre d'une convention avec le bailleur social 3F Normandie. L'EPF assure le portage foncier pendant les études et la démolition, avant de revendre le terrain au bailleur pour le futur projet immobilier. Propriétaire du site, il a sollicité auprès de la Dreal (Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement

et du logement) une dérogation à la protection de l'espèce, indispensable pour intervenir. »

Nous avons mandaté la société SEGED Environnement, qui a travaillé avec le Groupe ornithologique de Normandie (GON) pour choisir les emplacements les plus adaptés, indique Josselin Jalladeau, chargé d'opérations Pôle études/travaux à l'EPF. La Dreal a ensuite validé les propositions et délivré l'arrêté autorisant la démolition une fois les nichoirs installés. »

Des emplacements et nichoirs adaptés

« La chouette effraie, reconnaissable à son disque facial en forme de cœur et à son vol silencieux, affectionne les bâtiments pour se reproduire, comme des granges, combles ou clochers, rappelle James Jean Baptiste, chargé d'étude au GON. La disparition de son abri sur la friche nécessitait de recréer des conditions d'accueil adaptées dans un environnement proche. » Les nichoirs, acquis auprès de la Ligue de protection des oiseaux se présentent sous la forme d'une caisse en bois de 40 cm sur 50 cm avec une ouverture adaptée à l'espèce et orientée vers l'extérieur.

Le clocheton de la mairie et le clocher de l'église de Longueville ont été retenus pour l'installation. Situés à plus de 10 m de hauteur, ils permettent de réduire les risques de prédation, notamment par les fouines. *« À la mairie, nous avons progressé par le plancher, puis par des échelons fixés au mur avant d'atteindre une trappe et accéder à l'espace choisi, précise une des quatre écologues de SEGED Environnement intervenue sur le site. À l'église, nous avons emprunté un ancien escalier menant au clocher, mais avant l'installation, il a fallu nettoyer les lieux et réparer le grillage qui empêche l'installation de pigeons. »*

Un suivi tous les deux ans

« Un suivi sera assuré environ tous les deux ans afin de vérifier que les nichoirs bénéficient bien à la chouette effraie », ajoute Josselin Jalladeau. » Cela fait cinq ans que nous sommes sur le dossier de la friche, commente Olivier Bureaux. Le programme de 85 logements prévu sur le site va enfin pouvoir être débloqué. »

Discrètement perchés au sommet des bâtiments communaux, les deux abris ont permis de concilier protection de la biodiversité et projet d'aménagement. Une opération peu commune, mais devenue incontournable dès qu'une espèce protégée s'invite dans les travaux. Preuve qu'un chantier peut parfois dépendre... d'un oiseau nocturne.

Lire aussi



Le Havre. Que va devenir le bâtiment de l'ancien Crous à Caucriauville ?

Anne-Sophie Duval

6-7 minutes

Fermée depuis l'été 2023, l'ancienne résidence Crous de Caucriauville au Havre s'apprête à entamer une nouvelle vie. L'association Grand Chantier, qui veut expérimenter d'autres façons de construire et de réhabiliter, va y installer un centre de formation.



Yann Somon et Sébastien Pottier sont les coordinateurs de l'association Grand Chantier qui mène un projet de réhabilitation partielle, à moyen terme, de l'ancienne résidence étudiante du Crous de Caucriauville. - Anne-Sophie Duval/Paris Normandie



Publié: 4 Mars 2026 à 18h35 Temps de lecture: 2 min

L'ancienne résidence Crous, située 36 rue Boris-Vian à Caucriauville, n'héberge plus d'étudiants depuis juillet 2023. L'État, à qui appartient le bâtiment, n'a pas souhaité engager une réhabilitation pour un coût important alors que le campus universitaire doit dans quelques années descendre en ville basse. Il n'y aura donc bientôt plus d'étudiants dans cette partie de la ville.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Mais le bâtiment de plus de 6500 m², avec ses 6 étages plus le rez-de-chaussée, n'est pas voué à être démoli. Il va connaître une seconde vie grâce à [l'association Grand Chantier](#), basée au Havre, coordonnée par Sébastien Pottier et Yann Somon. Cette dernière a pour vocation de mettre en place des solutions afin de réduire les impacts du secteur de la construction sur le territoire de la Vallée de la Seine. En France, le bâtiment est le 1^{er} générateur de déchets avec 46 millions de tonnes par an soit 25 % de l'empreinte carbone nationale.



L'association Grand Chantier mène un projet de réhabilitation partielle de l'ancienne résidence étudiante du Crous de Caucriauville. - Anne-Sophie Duval/Paris Normandie

De résidence étudiante à terrain d'expérimentation

« Le 1^{er} décembre dernier, nous avons signé une convention avec l'État pour pouvoir occuper, pendant trois ans, le rez-de-chaussée et le premier étage de l'ancien Crous. Le but est d'y créer un centre de formation et d'expérimentation autour de la construction soutenable, qui s'adressera aux professionnels du secteur mais aussi aux étudiants », dévoile Sébastien Pottier. Les premiers ateliers, en juin prochain, seront axés sur le réemploi de matériaux, la construction terre et les solutions low-tech (conception et usage d'une technologie à faible impact environnemental, économique et accessible à tous.).

« Au rez-de-chaussée, nous allons faire une pièce de vie avec une cuisine pour pouvoir accueillir les groupes, puis une zone dédiée aux formations et nous utiliserons le logement du gardien pour expérimenter. À moyen terme, le premier étage sera transformé en

salles de travaux pratiques. À plus long terme, il faudra imaginer l'occupation globale du bâtiment », détaille l'un des coordinateurs de l'association. Avec, pourquoi pas, des logements.

« Ce n'est pas un truc de bobo, cela répond à des objectifs de vivabilité sur Terre. »

Sébastien Pottier, Coordinateur de l'association Grand Chantier

Faire du déchet une ressource

Concrètement, l'association œuvre à faire évoluer les mentalités en matière de réemploi des matériaux. Lorsqu'un bâtiment est déconstruit, au lieu d'enfouir des éléments considérés comme des déchets, ceux-ci peuvent être récupérés et réutilisés. Encore faut-il procéder à une déconstruction « soigneuse ». Portes, fenêtres, briques, béton, sanitaires, bois, poutres, dalles de faux plafond... autant de composants appelés à devenir de véritables ressources. « *Ce n'est pas un truc de bobos, cela répond à des objectifs de vivabilité sur Terre* », s'enthousiasme Sébastien Pottier qui souhaite montrer que « *nous sommes capables de réhabiliter à très grande échelle en respectant les limites planétaires.* »

L'inauguration du projet, appelé La Résidence, aura lieu le 1^{er} octobre 2026, en présence de nombreux acteurs du territoire comme la Région Normandie ou la [Métropole du Havre](#). Ce même jour, des tables rondes seront organisées « *pour imaginer la phase transitoire et le chantier final* », conclut le coordinateur du pôle développement.

Lire aussi

[Au Havre, pourquoi le créateur de la Catène s'inquiète-t-il de l'utilisation de son œuvre ?](#)

[Madame Arthur, le mythique cabaret de Pigalle, bientôt de passage au Havre](#)

[Ancien Crous de Caucrauville, municipales et mobilités, nouvelle recrue au HAC... Le point actu à 20 h](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Havre \(Seine-Maritime\)](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



Au Havre, pourquoi le créateur de la Catène s'inquiète-t-il de l'utilisation de son œuvre ?

Romain Huynh

4-5 minutes

Vincent Ganivet, créateur de la Catène de containers, s'est opposé sur Instagram à une certaine utilisation de l'image de son œuvre. Explication.



Sur le tract de campagne de Franck Keller, on aperçoit la Catène derrière la tête d'Éric Ciotti. - DR



Publié: 5 Mars 2026 à 06h47 Temps de lecture: 1 min

Entre l'artiste et le politique, c'est le tract de la discorde. Vincent Ganivet, créateur de [la Catène de containers](#) qui domine le quai de Southampton, au bout de la rue de Paris, ne décolère pas. « *J'ai découvert une photo des Catènes sur le tract du candidat soutenu par le RN, je ne veux surtout pas que les gens s'imaginent que j'ai autorisé cela,* » affirme-t-il.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Vincent Ganivet a d'abord manifesté son mécontentement par une

story sur Instagram, lundi 2 mars 2026. Qui commence par une adresse aux « candidates et candidats aux élections municipales du Havre : j'aurais vraiment apprécié être prévenu avant de découvrir la Catène sur vos tracts, affiches, etc. » Avant de préciser son propos : « Je réproue toute récupération politique, et particulièrement venant de l'extrême-droite. »



Une utilisation qui a fortement déplu à l'artiste Vincent Ganivet. -
Instagram Vincent Ganivet

Pour Keller, « c'est excessif et mesquin »

De fait, sur le dernier tract de la liste emmenée par [Franck Keller](#),

soutenue par l'Union des droites pour la République (UDR) et le Rassemblement national (RN), on aperçoit l'œuvre phare des 500 ans du Havre, derrière le visage d'Éric Ciotti. Or, plaide l'artiste, « utiliser ainsi l'image de mon œuvre, même floue et dans le lointain, c'est m'associer à vos convictions ». Contacté par « Le Havre Paris Normandie, il ajoute : « *Je suis très fier d'avoir offert ce symbole à la ville, permettez-moi d'être pointilleux sur ce qu'on en fait.* » Vincent Ganivet indique avoir d'ores et déjà contacté l'ADAGP, société de droits d'auteur dans les arts visuels. « *Non pour réclamer de l'argent, mais pour obtenir que la Catène n'apparaisse plus sur ce tract* », précise-t-il.

Franck Keller, quant à lui, relativise la portée de l'affaire. « *Je ne connais pas ce monsieur, je ne connais pas ses idées et ce n'est même pas le sujet. Son œuvre n'est pas associée à ma campagne mais à la ville. C'est une réaction tout à fait excessive et mesquine. J'espère seulement que mes électeurs auront encore le droit de regarder la Catène.* »

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi

[Madame Arthur, le mythique cabaret de Pigalle, bientôt de passage au Havre](#)

[Le Havre. Que va devenir le bâtiment de l'ancien Crous à Caucriauville ?](#)

[Ancien Crous de Caucriauville, municipales et mobilités, nouvelle recrue au HAC... Le point actu à 20 h](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Le Havre \(Seine-Maritime\)](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



Près d'Elbeuf, cette équipe municipale rassure sur la santé financière de la commune

Frédérique THULLIER

5-7 minutes

Une situation financière compliquée mais anticipée et maîtrisée : tel est, en substance, le message passé par la Ville de Cléon lors du rapport d'orientations budgétaires, au conseil municipal du 3 mars 2026.



Les travaux du pôle d'équipements devraient être terminés en décembre 2026. - Paris Normandie



Publié: 4 Mars 2026 à 12h58 Temps de lecture: 1 min

« *La Ville n'est pas dans le rouge, ni sous tutelle.* » Mélanie Delacour, adjointe aux Finances à Cléon et candidate à la succession du maire Frédéric Marche, est catégorique. En introduction à la présentation du rapport d'orientations budgétaires, lors du dernier conseil municipal du mandat, ce mardi 3 mars 2026, elle rappelle que « *la situation financière de la commune, si elle*

appelle à la vigilance, demeure maîtrisée. La Ville honore l'ensemble de ses engagements et maintient ses services publics essentiels ».

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Cette déclaration s'inscrit après qu'en février, [une note interne évoquant une situation financière « extrêmement préoccupante »](#) a été transmise anonymement à *Paris Normandie*.

Investissements différés

« Les ajustements opérés, poursuit l'adjointe, notamment le phasage ou le report de certains investissements (NDLR, comme [la rénovation de l'église](#) estimée à 3 M€), relèvent d'un choix de gestion responsable, visant à préserver l'équilibre financier à moyen terme tout en protégeant l'intérêt général. Le renouvellement urbain, souvent évoqué, constitue un projet structurant pour l'avenir de Cléon. Il est conduit avec le soutien de partenaires institutionnels et fait l'objet d'un suivi attentif, tant sur le plan opérationnel que financier. »

« Il y a de bons endettements, comme quand une famille investit dans une maison. »

Frédéric Marche, Maire de Cléon



Frédéric Marche, maire de Cléon - Paris Normandie

Les difficultés actuelles, qui devraient perdurer quelques années, viennent des « *grosses avances* » que doit consentir la Ville pour les travaux de la rénovation urbaine avant de pouvoir prétendre au versement des subventions.

Les informations de ces dernières semaines ont toutefois apporté une touche d'optimisme. Ainsi, les travaux du [centre de loisirs Prévert](#) (1,4 M€) seront subventionnés à 80 % et la Ville sera exonérée du Dilico, contribution demandée l'an dernier par l'État

pour redresser ses finances (83 000 € versés en 2025). Quelque 300 000 € devraient également être perçus après la cession de biens communaux.

Pas de débat

La Ville devra probablement avoir de nouveau recours à l'emprunt en 2026 en attendant le retour des subventions. Sans l'inclure, le ratio de désendettement est annoncé de 69,7 ans en 2026 et 32,6 ans en 2027. Rappelons que le seuil d'inquiétude est à 12 ans.

Le rapport d'orientations budgétaires est censé donner lieu à un débat. En l'absence remarquée et commentée d'Ibrahim Dem, conseiller municipal d'opposition depuis 2020 et tête de liste aux élections municipales, il a tourné court.

« Il y a des solutions »

« Les travaux de renouvellement urbain ont un rapport coût/bienfait qui me semble incertain, estime Marc Bourreau, mais il n'y a pas le feu au lac Patin, relativise-t-il. Il faudra juste être très vigilant sur les finances. Je me contenterai donc de m'abstenir. »

« Il y a de bons endettements, a conclu Frédéric Marche, comme quand une famille investit dans une maison. Nous n'avons jamais caché que ce serait compliqué, mais il y a des solutions. »

Lire aussi



[Municipales 2026. Près d'Elbeuf, Agnès Cercel fait de la jeunesse la priorité de son deuxième mandat](#)



Pénurie, hausse des prix : faut-il s'inquiéter pour l'essence à la pompe en Seine-Maritime ?

3–4 minutes

La guerre au Moyen-Orient perturbe certains pays exportateurs de pétrole dans le monde entier. Avec quelles conséquences à la pompe en Seine-Maritime ? Précisions.

Sur le même thème

[Guerre au Moyen-Orient](#)



Faut-il se précipiter à la station essence la plus proche et faire le plein ? (©Illustration Julien Sureau / actu Nantes)

Par [Mathieu Charré](#) Publié le 4 mars 2026 à 11h57

Faut-il se dépêcher de faire le plein avant que les voyants de la pompe soient au rouge ? La **guerre au Moyen-Orient**, déclenchée par les [États-Unis et Israël](#) contre l'Iran et qui embrase toute la région, a un impact direct sur l'approvisionnement en [pétrole](#) du monde entier.

En [Seine-Maritime](#), **des files d'attente se sont formées** à certaines stations essence, par crainte d'une hausse des prix, ou pire, d'une pénurie. Crainte justifiée ?

La France importe peu depuis le Moyen-Orient

« La situation est complexe, mais il ne faut pas avoir d'affolement », rassure Blandine Ruty, directrice de la communication à l'Union française des industries pétrolières, ou UFIP. La France importe 13 % de son pétrole brut depuis le Moyen-Orient, et **n'achète pas directement à l'Iran.**

Les stocks sont bons, et nous avons d'autres sources de pétrole brut

À l'Union Portuaire Rouennaise, difficile d'estimer l'impact direct qu'aura ce conflit à des milliers de kilomètres de la Normandie. « On peut s'attendre à une **désorganisation logistique du fret maritime**, qui a déjà été vécue dans le cadre du Covid, de la guerre en Ukraine... », détaille Guillaume Deloy, directeur adjoint de l'UPR.

Certains trajets pourraient être déroutés par le Cap de Bonne-Espérance, occasionnant des durées comme des coûts de transport plus importants. S'il est difficile d'avoir la moindre certitude face à une situation qui évolue au jour le jour, et dont on ignore encore la durée, ce serait bien là le principal sujet : **le coût à la pompe**. Le baril de pétrole brut, depuis vendredi dernier, a augmenté de 12 dollars environ, passant de 71\$ à 83\$.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Le gasoil plus touché ?

Le gasoil est particulièrement impacté. L'Union Européenne en importe 40 % depuis le Moyen-Orient, et la France 28 %. « On a beaucoup de tension en ce moment car c'est l'hiver, avec une consommation élevée », précise Blandine Ruty. Les cotations, fixées à l'échelle continentale à Rotterdam, ont grimpé sur ce produit, avec des **répercussions rapides sur les prix à la pompe**. « Les distributeurs ajustent au prix du marché au jour le jour, c'est quasi instantané ».

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Là encore, difficile d'avancer un chiffre précis, mais la hausse pourrait se situer **entre 5 et 10 centimes par litre** de gasoil. La pénurie et l'hyper-inflation semblent encore loin des pompes normandes.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Selon Santé publique France, on meurt davantage en Normandie

Dorothée BRIMONT

~3 minutes

Selon Santé publique France, en 2023, la Normandie enregistre une baisse de la mortalité toutes causes confondues par rapport à l'année 2022. Malgré cette diminution, la mortalité normande demeure toutefois supérieure au niveau national.



Le taux de mortalité en Normandie reste supérieur à celui de la France. - AFP



Publié: 4 Mars 2026 à 16h27 Temps de lecture: 1 min

En 2023, 35 652 décès ont été enregistrés parmi les personnes domiciliées en Normandie, soit un taux standardisé de 864 morts pour 100 000 habitants. [Ce taux de mortalité](#) était en baisse par rapport à 2022 (993 pour 1000 habitant) mais supérieur au taux national (798 pour 100 000 habitants).

Les tumeurs, principales causes de mortalité

Parmi les causes de mortalité, [les tumeurs](#) et maladies de l'appareil circulatoire arrivent en tête dans l'ensemble des départements

normands. Leurs taux étaient en légère baisse par rapport à 2022. Il est donc nécessaire de poursuivre la prévention des facteurs de risque de ces maladies (tabac, alcool, sédentarité...).

Concernant les publics touchés, la mortalité masculine était toujours plus importante que la mortalité féminine (1 137 pour 100 000 hommes et 668 décès pour 100 000 femmes). Chez les moins de 65 ans, le taux de mortalité était supérieur au taux national (respectivement 205 pour 100 000 habitants en Normandie et 178 pour 100 000 habitants en France). Les causes externes (portés principalement par [les suicides](#) et lésions auto-infligées) restaient la seconde cause de mortalité après les tumeurs.

Enfin, une nette baisse de la mortalité pour Covid-19 a été observée en 2023. Cela devient la 11ème cause de décès.

Lire aussi



[Près de Rouen, le meurtre de Cassandra sera-t-il enfin résolu ?](#)



Sainte-Adresse. Une conférence sur les drones maritimes

Paris Normandie

2-3 minutes

Une association de femmes qui occupent des postes à responsabilités dans le secteur maritime propose jeudi 5 mars 2026 une conférence au lycée Jeanne d'Arc à Sainte-Adresse une conférence consacrée aux drones maritimes et à l'innovation technologique.



Les drones maritimes au coeur d'une conférence proposée à côté du Havre.



Publié: 4 Mars 2026 à 18h50 Temps de lecture: 1 min

Programme de prestige pour les amateurs et les curieux du milieu du [drone](#). Les engins du milieu maritime, l'innovation technologique et les enjeux de régulation sont au programme de la conférence dite « exceptionnelle » de Wista (Women international shipping and trading association), un réseau international de femmes qui occupent des postes à responsabilités dans le secteur maritime.

Les retours d'expérience terrain, le cadre réglementaire et les enjeux publics, l'innovation, les usages et perspectives pour la filière maritime seront abordés lors de ce rendez-vous prévu au jeudi 5 mars 2026 lycée Jeanne d'Arc de Sainte-Adresse.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Des spécialistes de sociétés différentes (Abot, fabricant de drones professionnels ; la DGAMPA, Direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture ; Seaowl qui commercialise des services en mer par drone) interviendront sur ces sujets.

Jeudi 5 mars à 19h30 au lycée Jeanne d'Arc à Sainte-Adresse ; accès libre.

Lire aussi



[Près de Rouen, le meurtre de Cassandra sera-t-il enfin résolu ?](#)



De LR aux identitaires, la radicalisation de l'ex-droite rouennaise

Auteur Guénolé Carré

12–15 minutes

Fraîchement ralliés au Rassemblement national pour les municipales de mars, les élus du groupe d'opposition Au Cœur de Rouen ont glissé au fil du mandat de la droite républicaine vers l'extrême droite. Et certains de ses membres affichent depuis plusieurs années une proximité troublante avec la mouvance identitaire.

Aux cris de « *Remigration !* » et « *Normandie populaire, Normandie identitaire !* », ils étaient environ 150 militants issus de l'extrême droite identitaire à défiler dans le centre-ville de Rouen le 18 octobre dernier. Bien que relativement contenu, ce défilé organisé officiellement pour rendre hommage à « *l'identité millénaire* » de la Normandie, a permis de réunir dans la capitale normande [de nombreuses figures de la mouvance](#) dont les réseaux ont été distendus suite à la dissolution de Génération identitaire en 2021.

Surprise ! Au beau milieu de cet aréopage de militants chevronnés et rompus aux actions coups-de-poing, deux élus municipaux rouennais – dont la numéro deux de la liste Rassemblement national aux élections municipales de Rouen – ainsi qu'un cadre local du RN, candidat aux élections municipales dans une ville de l'agglomération, s'étaient aussi joints à la fête.

Bien que retranchés vers l'arrière du cortège, Marie Berrubé et son collègue Guillaume Charoulet, tous deux membres du groupe de droite Au Cœur de Rouen au Conseil municipal, sont ainsi clairement identifiables sur plusieurs photos et vidéos que *Le Poulpe* a analysées.

Ciottiste de la première heure, Marie Berrubé est à 29 ans responsable départementale du parti UDR, fondé en 2024 par l'ex-président des Républicains. Le 19 janvier dernier, la jeune femme, tout comme deux des quatre membres de Au Cœur de Rouen, apportait [son soutien à la candidature du candidat RN Grégoire Houdan](#) aux élections municipales de Rouen. Une alliance

fructueuse pour Marie Berrubé qui s'est retrouvée propulsée à la deuxième place de la liste du parti à la flamme.

Âgé de 24 ans, Grégoire Houdan, la tête de liste du RN est aussi une pièce rapportée des LR, dont il a même été responsable de la section jeunes en Seine-Maritime.

Plus discret que sa collègue, Guillaume Charoulet n'en est pas moins symptomatique de la radicalisation de ce groupe, pourtant issu d'une liste LR dissidente présentée aux municipales de 2020. Dès les présidentielles de 2022, il avait en effet apporté son soutien à Éric Zemmour [via une tribune signée par 804 adhérents Républicains](#).

Contacté par *Le Poulpe*, Guillaume Charoulet indique que ce soutien s'inscrivait surtout dans le cadre d'une opposition à la candidature LR de Valérie Pécresse, qu'il considérait comme « *pas du tout au niveau* ». L'élus indique cependant être toujours membre des Républicains et avoir soutenu la candidature de François-Xavier Bellamy aux élections européennes de 2024. Pour les municipales de 2026, Guillaume Charoulet marque son opposition à un rapprochement avec le RN, auquel il aurait préféré une alliance droite-macronistes. « *Je considère que nous avons les forces nécessaires pour mener une campagne par nos propres moyens sans se ranger derrière le RN* » déclare-t-il.

Également présent à la marche, Thibault Heldebaume, responsable du RN pour la 2ème circonscription de Seine-Maritime, est aussi clairement reconnaissable dans le cortège, où il arborait un grand drapeau flanqué de la croix de Saint-Olaf – un symbole de la Normandie issu du mouvement régionaliste du début du XXe siècle et parfois repris par les identitaires. À 30 ans, ce cadre local est aussi candidat aux élections municipales à Saint-Léger-du-Bourg-Denis, une paisible commune périurbaine de l'agglomération rouennaise de 3600 habitants.

Une collaboration avec les identitaires dès 2022

La marche des Normands est pourtant loin d'être un événement anodin et draine des profils particulièrement nauséabonds, voire franchement inquiétants. En octobre 2024, nous avons par exemple relevé la présence d'une délégation du groupe suprémaciste néerlandais Geuzenbond et de son leader, Thomas Deveson.

Arrêté le 14 août dernier dans la banlieue d'Amsterdam suite à des suspicions de préparation d'une attaque terroriste, la perquisition de son domicile avait révélé un véritable arsenal constitué notamment de six pistolets et fusils, d'un grand nombre de

cartouches et d'un atelier de fabrication de munitions, selon des informations que *Le Poulpe* a pu recueillir.

Malgré l'abandon de la charge terroriste faute de preuves, le militant a tout de même été jugé le 6 février dernier pour possession d'armes non déclarées.

Comme en 2024, la marche 2025 a aussi rassemblé un certain nombre de délégations ; la plupart identitaires comme les Vannetais d'An Tour-Tan, les Lillois de Nouvelle Droite ou les Montpelliérains des Jeunes d'Oc, mais aussi quelques nationalistes révolutionnaires comme ceux de Audace Lyon.

Questionnée au sujet de sa présence à la marche identitaire, Marie Berrubé n'a pas souhaité s'exprimer par téléphone et n'a pas donné suite aux questions qui lui ont été transmises par écrit.

Également contacté, Guillaume Charoulet approuve l'initiative de cette marche destinée à promouvoir les « *racines normandes* ». « *Quasiment toutes les autres régions sont fières de leurs traditions et de leur culture. La Bretagne, mais aussi la Corse, le Nord, l'Alsace, le pays basque, etc. Aucune connotation négative là-dedans, juste la transmission de notre histoire et de nos coutumes !* », ose le conseiller, fustigeant au passage une gauche qui selon lui tendrait à détruire ces racines. « *À l'heure où la gauche est "fière" de son bilan, pas glorieux, et obnubilée par la promotion de toutes les origines possibles sauf les nôtres, je trouve sain de promouvoir notre culture normande.* »

Au-delà de cette marche, plusieurs éléments témoignent par ailleurs, et parfois depuis des années, d'une proximité troublante entre l'ex-groupe de droite et les milieux identitaires.

Ainsi, en mai 2022, Marie Berrubé, à l'époque encore membre des Républicains, était apparue dans une vidéo réalisée par les Normaux, [le groupuscule ayant pris la suite de Génération identitaire à Rouen](#) qui organise la marche des Normands. En compagnie de Franque-Emmanuel Coupard la Droite, également élu Au Cœur de Rouen, elle y réagissait à une passe d'armes survenue quelques jours plus tôt au conseil municipal entre son collègue et l'élue écologiste Laura Slimani, qui avait dénoncé comme « *sexistes* » des propos tenus par l'édile.

Dans cette vidéo, Marie Berrubé dénonçait la « *supercherie de l'idéologie féministe radicale* » qui « *défend le port du voile en France* ». Cette dernière avait par la suite complété son propos via une série de commentaires postés directement sous la publication du groupuscule et dans lesquels elle qualifiait la réaction de Laura Slimani de « *crise d'hystérie* » et s'insurgeait contre « *l'idéologie*

victimaire des féministes radicales » qui « dénigrent tous les hommes et se sentent agressées à la moindre contradiction ».

Également questionnée sur cette collaboration, Marie Berrubé n'a pas donné suite.

"Le #grandremplacement ou #créolisation pour d'autres est donc bel et bien une réalité, dixit ceux même qui y procèdent. Je ne m'y résoudrai pas"

Coïncidence, c'est d'ailleurs une photo de ce même groupuscule qui s'affiche tout en haut du fil des publications de Marie Berrubé sur le réseau X. Prise au pied de la statue équestre de Napoléon qui trône face à l'hôtel de ville de Rouen, on peut y voir trois militants tenant une banderole sur laquelle est inscrit : « *Après la bataille d'Austerlitz, une victoire contre le wokisme* ».

Au-delà de cette anecdote, la conseillère municipale a ces dernières années enchaîné les posts problématiques sur ce réseau social, avec une certaine prédilection pour deux thématiques qui tournent parfois à l'obsession : l'immigration et la transidentité. Elle écrivait par exemple le 6 octobre 2022 : « *Le #grandremplacement ou #créolisation pour d'autres est donc bel et bien une réalité, dixit ceux même qui y procèdent. Je ne m'y résoudrai pas.* » Une référence à la théorie du grand remplacement, un concept raciste développé notamment par l'écrivain français Renaud Camus dont Brenton Tarrant, l'auteur de l'attentat de la mosquée de Christchurch en Nouvelle-Zélande qui avait fait 51 victimes en 2019, était notamment un fervent partisan.

L'élue effectue également régulièrement des partages de divers comptes d'extrême droite, du collectif identitaire féminin Némésis aux publications d'actions des Normaux, en passant par la militante Marguerite Stern, s'appropriant des propos parfois d'une rare violence.

« Monsieur affirme être une femme car il prend des œstrogènes. Puis-je devenir un kiwi si je prends de la vitamine C ? Puis-je assister aux réunions en non-mixité racisée si je me badigeonne le visage de Nutella ? », écrivait par exemple cette dernière dans un post du 17 avril 2023 repartagé par Marie Berrubé.

« Est-ce qu'on peut arrêter un instant de leur faire croire qu'ils sont des femmes et aider ces gens psychologiquement ? », déclarait pour sa part l'une des porte-parole du collectif Némésis le 12 juillet dernier dans un post également partagé.

Une collaboratrice proche de Némésis

Ces frasques ne s'arrêtent pas à l'élue mais touchent en réalité, et

depuis plusieurs années, la totalité du groupe Au Cœur de Rouen. Groupe dont une collaboratrice serait d'ailleurs proche du collectif Némésis, d'après des documents que *Le Poulpe* a pu recueillir, notamment plusieurs clichés de cette dernière pris lors d'une manifestation du groupe identitaire à Paris en 2025.

Même s'il ne compte que 21 posts, le compte X de Franque-Emmanuel Coupard La Droite va aussi dans le sens de ces positions ultra-réactionnaires, comme par exemple dans une réponse postée en juillet 2023 sous un post de la ville de Rouen consacré à la marche des fiertés : « *Fierté de qui, de quoi, pour qui, pourquoi ???? Se pavaner en public : pour exister ou simplement pour s'exhiber ? Si toutes les sensibilités en faisaient autant, alors le calendrier n'aurait pas assez de jours !* », écrivait-il.

Le conseiller municipal a par ailleurs récemment perdu [un procès en diffamation](#) qu'il avait intenté contre l'élue écologiste Laura Slimani, après que celle-ci avait qualifié de « *racistes* » des propos qu'il avait tenu en 2023 lors d'une discussion au conseil municipal consacrée à la politique d'extinction nocturne de l'éclairage public.

Franque-Emmanuel Coupard La Droite avait évoqué la « *faune nocturne* » des quartiers populaires de la rive gauche qui serait protégée par l'extinction des lumières, et avait souligné l'ironie, selon lui, de nommer cette politique « *trame noire* ».

Dernier membre du quatuor des élus Au Cœur de Rouen, Pierre-Antoine Sprimont a quant à lui été sous le feu des projecteurs au printemps dernier, suite à la révélation par la presse locale de sa suspension par l'université de Rouen – où il exerçait comme professeur de gestion – [pour une affaire de propos racistes tenus devant ses élèves](#).

Suite à un droit de réponse au vitriol publié dans le journal *Paris-Normandie* en mars 2025, dans lequel l'élus ciblait notamment l'un de ses élèves qu'il accusait de l'avoir calomnié et dont il critiquait le « *dossier catastrophique* », ce dernier tentait de se suicider quelques jours plus tard en sautant de l'une des passerelles du hall de la faculté de droit.

[Selon les informations de Mediapart dans un article paru le 13 février dernier](#), l'homme serait aujourd'hui toujours suspendu de sa charge d'enseignement au sein du master dans lequel il intervenait, sans privation de traitement. Autrement dit, il peut toujours enseigner dans d'autres formations, avec un salaire maintenu.

Suite à ce drame qui avait provoqué un important mouvement étudiant, le groupuscule des Normaux avait distribué des tracts de soutien à l'édile, critiquant une attaque contre sa « *liberté* »

d'expression ».

Dans le cadre de l'alliance avec le Rassemblement national, Pierre-Antoine Sprimont a été propulsé à la troisième place de la liste du candidat Grégoire Houdan, juste derrière sa collègue Marie Berrubé.

Contactés par *Le Poulpe*, ni les Jeunes républicains dont Marie Berrubé et Grégoire Houdan sont issus, ni les anciens membres de Au Cœur de Rouen, qui avaient quitté le groupe en janvier 2025, opposés au rapprochement avec le Rassemblement National et Reconquête, n'ont donné suite à nos sollicitations.

Municipales 2026 à Rouen. Face aux entreprises, les quatre favoris détaillent leur vision de l'économie

Robin Rioult

7-8 minutes

Invités par le Medef et la CPME, les quatre candidats à la mairie de Rouen ont confronté leurs visions de l'économie locale. Fiscalité, sécurité, mobilités, logement : des lignes de fracture nettes se dessinent à quelques semaines du scrutin.



Les candidats, en plein débat, dans l'ordre des affichages électoraux : Marine Caron, Nicolas Mayer-Rossignol, Grégoire Houdan, Maxime Da Silva. - Photomontage PND



Par Robin Rioult

Publié: 4 Mars 2026 à 18h50 Temps de lecture: 1 min

Quatre candidats, quatre approches pour l'économie. Mardi 3 mars 2026 au soir, les prétendants à la mairie de Rouen se sont retrouvés au cinéma Kinepolis, invités par le Medef, la CPME et

Paris Normandie. L'objectif ? Confronter leurs programmes économiques dans un débat équilibré.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Sans surprise, chacun avait reçu à l'avance la liste des questions (sauf la dernière) et disposait de deux minutes pour y répondre. À l'issue de ce face-à-face, les quelque 300 spectateurs présents ont pu, eux aussi, interroger les candidats sur des thèmes économiques. Impossible de résumer en détail chaque séquence de ce débat et de cet échange avec le public, mais les positions des candidats sont apparentes.

Une politique de la porte ouverte

[Marine Caron, à la tête d'une liste d'union de la droite et du centre,](#) a placé le « *climat de confiance* » au cœur de son projet. « *L'attractivité d'un territoire, elle ne se décrète pas, elle se construit* », a-t-elle lancé, plaidant pour une gouvernance fondée sur un dialogue constant avec les entreprises.



Marine Caron, lors du débat au cinéma Kinopolis. - PND

Elle dénonce une gestion des installations d'entreprises trop idéologique et plaide pour une méthode plus pragmatique. Favorable au contournement Est, opposée à la gratuité généralisée des transports en commun, elle défend une tarification solidaire, le stationnement gratuit le midi et souhaite repenser le plan de circulation pour fluidifier les déplacements. Elle s'engage à n'augmenter aucun impôt.

Une ville à sécuriser ?

[Grégoire Houdan, candidat RN,](#) fait de la sécurité l'axe central de

sa campagne : « *Pour moi, il n'y a pas d'attractivité économique possible dans une ville qui n'est pas sûre.* » Il propose une police municipale active H24, de la vidéoprotection et une lutte renforcée contre les incivilités et les dépôts sauvages.



Grégoire Houdan, lors du débat au cinéma Kinepolis. - PND

« *Facilitateur* » sur l'économie, le candidat veut « *libérer les énergies* » en allégeant charges et contraintes tout en valorisant le port et les relocalisations industrielles. Défenseur affirmé du contournement Est, Grégoire Houdan promet de ne pas augmenter la fiscalité au-delà de l'inflation et souhaite instaurer un rapport d'impact fiscal annuel avant le vote du budget, ainsi qu'un conseil municipal des entreprises.

Rouen, pôle de création d'emploi

[Le maire sortant, Nicolas Mayer-Rossignol](#), à la tête d'une coalition de gauche, défend le bilan de la majorité. « *De 2014 à 2020, on a perdu 200 entreprises privées. [...] Entre 2020 et 2024, on en a gagné 450. [...] On est devenu le premier pôle créateur d'emplois du territoire normand.* » Le maire sortant insiste sur une direction commune ville métropole, qu'il juge indissociable pour attirer investissements et talents.





Nicolas Mayer-Rossignol, lors du débat au cinéma Kinopolis. - PND

Il plaide pour une politique de mobilités « à 360 degrés » sans opposer frontalement voiture et alternatives. Sur le logement, il mise sur la construction, la rénovation énergétique et la mixité sociale comme leviers économiques. Il revendique enfin une gestion financière solide, la stabilité fiscale et un soutien actif au commerce de centre-ville via l'organisation d'animations et la gratuité des transports le samedi.

Logements insalubres et transport en commun

[Pour le candidat LFI Maxime Da Silva](#), la lutte contre les logements indignes est un sujet crucial. « *Si vous voulez éviter d'avoir des salariés qui quittent votre entreprise [...] votez Faire mieux pour Rouen, parce que nous en ferons notre priorité première.* » Le candidat souhaite faire de la transition écologique un moteur économique en orientant la commande publique vers les entreprises locales.



Maxime Da Silva, lors du débat au cinéma Kinopolis. - PND

Opposé à la ZFE, il assume une hausse du versement mobilité pour la gratuité des transports en commun, estimant que l'investissement profitera aussi aux employeurs. Pour aider les petits commerces, il souhaite également geler l'installation de nouvelles grandes surfaces.

"Travaillons ensemble" : des candidats aux élections municipales reçoivent les conseils d'agriculteurs normands - ICI

5-6 minutes

Des candidats aux élections municipales écoutent les conseils donnés par deux agriculteurs © Radio France - Théophile Pedrola

Diffusé le jeudi 5 mars 2026 à 6:31

Publié le jeudi 5 mars 2026 à 6:31

Une vingtaine de candidats aux élections municipales ont reçu, ce mercredi 4 mars 2026 des conseils d'agriculteurs de la Confédération paysanne, réunis dans une ferme de Fresnay-le-Long.

Réunis sous le soleil, ou à l'ombre des bâtiments agricoles de la ferme Ti'Bio Castor, à Fresnay-le-Long, près de Tôtes, une vingtaine de personnes, tête de liste ou membre d'une liste candidate aux futures élections municipales, ont reçu quelques conseils prodigués par deux agriculteurs, ce mercredi 4 mars 2026.

Un événement organisé par le syndicat agricole de la Confédération paysanne, qui organise chaque année depuis 2021 son "Salon à la ferme", qui fait suite au grand Salon de l'agriculture parisien. L'occasion d'amener des citoyens mais aussi des élus locaux dans les fermes. En cette année d'élections municipales, les candidats étaient aussi invités. Ils sont une vingtaine à être venus, de communes alentours.

Adossé aux bottes de foin, les discussions peuvent commencer. Sophie Grenier, agricultrice à Saint-Vaast-Dieppedalle, demande de travailler au maximum en circuits courts, notamment dans les cantines scolaires : *"C'est difficile de trouver du ragoût pour 300 élèves, je sais, mais dans le coin, on peut avoir des yaourts, du pain, de l'huile, des lentilles : on peut faire un effort pour avoir le plus de produits locaux possibles dans les assiettes."* Thibault Georges, qui accueille le rendez-vous, ajoute : *"on peut mutualiser les choses : avoir une cuisine centrale pour avoir des pommes de*

terre de Fresnay-le-Long dans toutes les communes alentour, ce serait mieux que de faire venir des carottes surgelées d'Espagne..."

"Traiter le pourquoi avant le comment"

La question des aides au logement des agriculteurs arrive aussi sur la table, comme des événements climatiques comme les coulées de boue. *"Une commune, ce n'est pas un cimetière ou les géraniums de la mairie. L'agriculture paysanne porte des valeurs qui répondent aux problèmes locaux. Ici, on a un souci de qualité de l'eau. Si on mettait des terres en bio, si on sanctuarisait des terres, on pourrait maintenir des captages sans chimie agricole, et pas besoin d'une station de dépollution de l'eau à quatre millions d'euros comme on en a ici", assure le gérant de la ferme Ti'Bio Castor. Il assure que certains élus "ignorent tout et après gèrent au coup par coup. Il faut traiter le pourquoi avant d'arriver au comment."*

"Il y a beaucoup de timidité face aux paysans ou à la paysannerie en général, alors que l'on peut faire beaucoup ensemble", abonde Sophie Grenier.

- [Fresnay-le-Long](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)

Tous les vendredis, recevez le meilleur de la semaine d'ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure) : certifié 100% local !

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Les épisodes de l'émission : L'info d'ici, ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure)

[Passer la section](#)

Le projet Eastman avance

Elle veut remercier l'ambulancière de son papa

Sur le même thème

[Passer la section](#)

Municipales 2026. La stratégie du candidat RN Douglas Potier pour transformer Bolbec

Cédric Thomire

3-4 minutes

Douglas Potier aime les chiffres. Dans ses vidéos et ses documents de campagne, il en donne beaucoup. Ce sont eux qui structurent la stratégie du candidat du Rassemblement National.

La tête de [liste du Rassemblement National](#) considère que les 30 % de logements sociaux sont un seuil à ne pas dépasser. *"Le taux de pauvreté est de 24 %, cela signifie qu'environ près d'un habitant sur quatre vit sous le seuil de pauvreté. Ce n'est pas bon pour les recettes fiscales de la commune et pour les achats dans les commerces locaux. Donc, nous nous opposerons aux projets de construction de logements sociaux supplémentaires"*, déclare [Douglas Potier](#). A l'inverse, le candidat veut *"mettre le paquet"* sur la rénovation des logements sociaux et de l'habitat indigne.

"Pas 1 € d'impôt de plus jusqu'en 2032 !"

Son projet, attirer des familles de la classe moyenne, *"qui vont payer des impôts et qui vont consommer localement"*, insiste-t-il. Pour les attirer, il promet le gel des impôts locaux. *"Si les bases augmentent, nous baisserons les taux d'imposition locaux pour que les sommes que doivent déboursier les Bolbécais n'augmentent pas d'une année sur l'autre. Ils n'auront pas 1 € d'impôt de plus jusqu'en 2032 !"*, promet la tête de liste.

Pour rassurer les habitants qu'il veut attirer, il assure qu'il demandera systématiquement *"l'expulsion du parc social des délinquants récidivistes à cause du trouble porté à l'ordre public."* Il promet aussi de doubler l'effectif de la police municipale et de créer une brigade de nuit en fonction jusqu'à 2 heures du matin. Concernant la santé, le candidat veut avoir recours à une agence de profilage pour trouver des médecins. *"Il faudra être beaucoup plus généreux sur leur rémunération que les autres collectivités pour faire la différence"*, complète-t-il.

Près de 600 000 € d'économie en un an

Pour le commerce et l'animation de la commune, l'ancien conseiller municipal veut améliorer le dispositif des "boutiques test" : allongement de la durée du contrat et plus de restriction dans le domaine d'activité. Il annonce aussi déplacer le marché du lundi au samedi, qui sera agrémenté d'animations, et supprimer les droits de place.

Pour trouver des marges de manœuvre budgétaire, Douglas Potier compte ne pas remplacer les douze agents qui, d'ici 2029, vont partir en retraite : *"Il faudra que nous fassions mieux, avec moins. En concertation avec le personnel municipal, je déterminerai des objectifs chiffrés et la commune récompensera ceux qui font mieux que ce qui était attendu"*. Avec cette mesure et en *"réduisant le train de vie de la majorité actuelle"*, il estime pouvoir faire *"entre 400 000 à 600 000 € d'économies sur le budget de fonctionnement dès la première année, puis 150 000 € les suivantes."*

Municipales 2026. Candidat à Octeville-sur-Mer, François Marette se pose en garant de "l'esprit village"

Le Courrier Cauchois

3-4 minutes

"Nous sommes des primo-candidats, avec chacun son expertise, une capacité à aborder les problèmes d'une commune. Nous avons une liste bien répartie par les âges, les profils, les situations professionnelles, pour représenter toute la population et les hameaux octevillais." La liste sans étiquette ["Octeville 2026, l'esprit village"](#), menée par François Marette, père de trois enfants et ancien expert-comptable et commissaire aux comptes, veut apporter un regard neuf.

"La commune a évolué de façon un peu déraisonnable, à l'image du [projet de 300 logements sur la zone de la Prairie](#). Construire toujours plus sans en avoir le besoin, cela crée des dysfonctionnements. Il faut un urbanisme préservé, pour conserver l'identité d'un village", affirme François Marette, qui prône pour une alternance, avec plus de transparence afin d'apporter des réponses aux Octevillais. *"Sur les projets structurants, engageants, on veut interroger les habitants. On aura recours à des référendums d'initiative locale pour des décisions du cadre de vie. Et par rapport au Havre Seine Métropole, il faut affirmer notre position. On ne veut pas être un quartier du Havre, écouter le bon sens villageois."* Le candidat a pour projets de renforcer la cohérence paysagère, de lancer une campagne d'inventaire des zones à risque d'inondation, de créer un belvédère ou encore de relier tous les hameaux à travers un réseau de mobilités douces.

Les candidats

François Marette, 75 ans, expert-comptable commissaire aux comptes à la retraite ; Marion Bouché, 37 ans, ouvrière agricole ; Damien Tavelet, 41 ans, chef d'entreprise ; Patricia Legent, 61 ans, retraitée de la fonction publique ; Vivien Lucienne, 40 ans, ingénieur maintenance ; Bénédicte Langouët, 55 ans, cadre dans la fonction publique ; Luc Lamouche, 55 ans, contremaître et agent de

maîtrise ; Claire Brière, 40 ans, technicienne ; Alain Toutain, 64 ans, retraité ; Tiphaine Vatinel, 53 ans, conductrice de taxi ; Franck Quertier, 61 ans, commerçant ; Christine Fosse, 74 ans, retraitée ; Frédéric François, 61 ans, cadre dans l'industrie ; Lolita Laverdure, 64 ans, commerçante ; Ludovic Messiers, 54 ans, agriculteur ; Brigitte Morin, 73 ans, professeure retraitée ; Arnaud Fouche, 54 ans, directeur d'une résidence seniors ; Lucie Plisson, 54 ans, avocate ; Pierre-François Breuneval, 60 ans, directeur informatique ; Karine Denize, 54 ans, cadre dans les ressources humaines ; Christian Vatinel, 80 ans, garagiste ; Dorine Wyffels, 45 ans, ingénieure en bureau d'études ; Antoine Hamel, 70 ans, retraité ; Elodie Guitton, 39 ans, diététicienne ; Romain Béthune, 38 ans, responsable management ; Marie-Pierre Moyne, 68 ans, sage-femme ; Martin Parent, 41 ans, responsable conduite opérations ; Marie-Claude Cressent, 82 ans, retraitée ; Jean-Paul Jeanne, 79 ans, retraité ; Anne-Sophie Laureau, 48 ans, psychomotricienne ; Benjamin Dizambour, 48 ans, cadre.

Municipales 2026. Que faire pour lutter contre le sentiment d'insécurité au Havre ?

8–10 minutes

C'est le 4e volet de notre série de questions pour les candidats à la Mairie du Havre pour les prochaines élections municipales de 2026. Aujourd'hui : le sentiment d'insécurité.

Sur le même thème

[Insécurité](#)

[Municipales 2026](#)

[Vidéoprotection](#)



La question des caméras de vidéosurveillance revient dans les débats autour du sentiment d'insécurité au Havre (©LB/76actu)

Par [Louise Boutard](#) Publié le 5 mars 2026 à 8h12

Écologie, santé, sécurité, propreté, [stationnement](#)... La rédaction de 76actu a interrogé les sept candidats aux élections municipales du [Havre](#) des 15 et 22 mars 2026 concernant le sentiment d'insécurité, pour avoir un aperçu de leurs propositions. Voici leurs réponses.

Sophie Zarifian – Le Havre en débat

« Le sentiment d'insécurité ne se résout pas uniquement avec des

caméras ou des effets d'annonce. Il faut agir sur la présence humaine, la prévention et le cadre de vie.

Nous renforcerons la police municipale de proximité, à pied et à vélo, pour recréer du lien avec les habitants et les commerçants. La sécurité passe d'abord par des visages connus, des patrouilles régulières et un contact direct avec la population.

Les médiateurs de rue et les éducateurs doivent aussi être soutenus, car ils interviennent en amont des conflits, notamment auprès des jeunes et dans les espaces publics.

Mais la sécurité dépend aussi du cadre de vie. Un quartier bien éclairé, propre, animé par des commerces et des équipements ouverts, est toujours plus sûr qu'un quartier abandonné. Nous agissons donc sur l'éclairage, la propreté, l'entretien des espaces publics et la présence d'activités dans les rues.

La sécurité doit être pensée comme une politique globale, qui agit à la fois sur la prévention, la présence humaine et les conditions de vie dans les quartiers. »

Vidéos : en ce moment sur Actu

Charlotte Boulogne – Le Havre insoumis

« Il faut lutter sur trois axes : réduire les facteurs de risque de devenir délinquant·e, travailler sur la réinsertion et assurer la protection de tous·tes. Pour cela, nous redévelopperons l'emploi de médiateur·rice·s (scolaires et de rue, de jour comme de nuit) et privilégierons la présence humaine plutôt que la vidéosurveillance, moins efficace et plus coûteuse. Nous lutterons pour la dignité et un meilleur pouvoir d'achat, et favoriserons l'émancipation par le sport et l'éducation. Nous mettrons en place une vraie politique de lutte contre les violences sexistes et sexuelles. Enfin, nous combattrons les discriminations en accompagnant et protégeant tous·tes les Havrais·se·s contre les discriminations racistes, sexistes, islamophobes, antisémites, validistes et LGBTIphobes. »

Franck Keller – Le Havre d'abord, les Havrais toujours !

« Sur le plan de la sécurité, je prévois le recrutement de 150 policiers municipaux pour accroître la présence sur le terrain et la mise en place de brigades de nuit.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Mais aussi le déploiement de 1 000 caméras de vidéoprotection modernes (avec l'intelligence artificielle) et l'amélioration de l'éclairage public. »

Magali Cauchois – Lutte ouvrière-le camp des travailleurs

« Il n'existe pas seulement un sentiment d'insécurité mais une vraie insécurité. C'est d'abord la précarité qui jette une partie toujours plus grande des travailleurs dans la peur du lendemain. C'est aussi l'emprise de voyous sur certains quartiers populaires qui y pourrit la vie de leurs habitants. C'est une réalité mais c'est un mensonge de faire croire qu'il existe des solutions à coups de caméras et d'effectifs de police.

Cette situation est la conséquence du cancer qui ronge toute la société : le chômage et la pauvreté. C'est le résultat d'une économie en crise qui plonge des pans entiers de la société dans la misère mais aussi la violence et les trafics. Ce sont les capitalistes qui en sont responsables, ce sont eux qui ferment les entreprises et licencient. Et puis, il faut dire qu'avec l'affaire Epstein, en matière de pourriture, de délinquance financière, de corruption généralisée et même de trafic d'êtres humains : l'exemple vient d'en haut !

Ce ne sont pas seulement nos quartiers qui se dégradent, mais l'ensemble de la société ! Le monde du travail doit relever la tête et reprendre conscience que lui seul pourrait la diriger et mettre fin à la misère matérielle et morale. »

Marie Le Cieux – Le Havre est à vous

« Le sentiment d'insécurité, état subjectif d'inquiétude face à une menace perçue, ne doit pas être sous-estimé, mais tempéré par les faits : on compte aujourd'hui quatre fois moins d'homicides qu'en 1960. Pour agir efficacement au Havre, le diagnostic doit devenir l'affaire de tous. Plutôt que des statistiques froides, nous prôtons des marches exploratoires et des co-diagnostic de terrain réunissant habitants, policiers et bailleurs pour identifier quartier par quartier les points de tension réels.

Il est temps de sortir du biais technosolutionniste. Une étude du CREOGN révèle que la vidéosurveillance n'élucide que 1,13 % des enquêtes. Outil de post-enquête coûteux, la caméra n'offre aucune prévention réelle face à la violence spontanée. Au Havre, l'investissement doit basculer vers la présence humaine et la police de proximité.

L'innovation réside dans la coproduction de sécurité. Nous proposons un baromètre trimestriel transparent pour recréer du lien entre réalité et perception, des budgets participatifs « tranquillité » permettant aux Havrais de choisir leurs aménagements (éclairage, animations). L'objectif est clair : restaurer le lien social pour faire du Havre une ville où les femmes et les personnes vulnérables pourront marcher sans peur. »

Jean-Paul Lecoq – Mieux vivre ensemble au Havre

« Pour garantir le droit à la tranquillité publique de toutes les Havraises et de tous les Havrais, il est indispensable de mettre l'accent sur le rôle humain : prévention, médiation, écoute, rappel des règles de citoyenneté.

Nous proposerons une présence humaine régulière dans tous les quartiers. La police municipale exercera pleinement son action de proximité par son déploiement dans toute la ville.

Une équipe de médiateurs sociaux sera également présente pour répondre aux besoins des habitants, les aider, les conseiller, et réguler les conflits si besoin. Cette présence humaine formée et à l'écoute sera un élément essentiel pour réduire la violence, ainsi que le sentiment d'insécurité. Les médiateurs seront en mesure d'identifier les situations nécessitant l'intervention de la police, des services sociaux ou des services techniques. Ainsi, cette médiation sociale contribuera à remettre du lien dans des territoires laissés-pour-compte depuis trop d'années.

Concernant le narcotrafic, nous exigerons de l'État des dispositifs de contrôle supplémentaires et des moyens humains augmentés. »

Edouard Philippe – Le Havre !

« Si les chiffres de la délinquance sont plutôt stables au Havre, nous devons amplifier nos efforts pour assurer la sécurité et la tranquillité des habitants. Nous allons donc continuer à augmenter nos effectifs de policiers municipaux armés et créer un deuxième poste de police municipale en ville haute, au Mont-Gaillard.

Nous avons plus de 600 caméras de vidéoprotection au Havre et notre objectif est d'atteindre 1 000 caméras. Ces images, visionnées au Centre de Supervision Urbain, permettent d'intervenir suffisamment tôt pour éviter des drames et servent quotidiennement à la Police nationale et au Parquet pour leurs enquêtes. Je proposerai la création d'un nouveau centre commun de supervision urbaine afin de mutualiser nos moyens.

Nous allons aussi développer la vidéo-verbalisation : certains comportements inacceptables et dangereux doivent être

sanctionnés.

Et, pour répondre au nombre préoccupant de violences intrafamiliales, je me suis personnellement engagé pour accompagner le GHH dans la création d'une Maison des femmes. Aujourd'hui à Monod, elle aura bientôt ses locaux près de la gare. »

Retrouvez tous nos articles sur les élections municipales du Havre dans [notre dossier spécial](#).

Suivez l'actualité du Havre sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Municipales 2026. Sécurité, démocratie, commerce : à Saint-Pierre-lès-Elbeuf, que proposent les candidats ?

9–12 minutes

Jusqu'au premier tour des élections municipales, le dimanche 15 mars 2026, Le Journal d'Elbeuf donne la parole aux candidats. Premier volet avec Saint-Pierre-lès-Elbeuf

Sur le même thème

[Municipales 2026](#)

Article réservé aux abonnés



Marc Persichetti, Yannick Gomis, Nadia Mezrar et Hervé Hédouin, les quatre têtes de listes à Saint-Pierre-lès-Elbeuf, livrent leurs propositions pour la ville. ©Montage Le Journal d'Elbeuf

Par [Aurélien Delavaud](#) Publié le 4 mars 2026 à 18h09

Quatre candidats pour un seul fauteuil de **maire**. La lutte s'annonce féroce jusqu'au premier tour des **élections municipales**, le dimanche 15 mars 2026, à [Saint-Pierre-lès-Elbeuf \(Seine-Maritime\)](#). La maire sortante, [Nadia Mezrar](#), brigue un deuxième mandat avec sa liste Ensemble, continuons d'agir pour Saint-Pierre. L'un de ses anciens adjoints, [Yannick Gomis](#), qui mène la

liste Saint-Pierre au plus près de vous, ambitionne de lui ravir la place. C'est aussi le cas de [Marc Persichetti](#) et de la liste En avant Saint-Pierre, qui se sont lancés très tôt dans la bataille, et de la liste Bien vivre à Saint-Pierre pilotée par [Hervé Hédouin](#). Pour départager leurs **programmes** et leurs idées, la rédaction du Journal d'Elbeuf leur a proposé **trois thèmes** en lien avec l'actualité et les attentes des habitants de la commune, et une « carte blanche ». Voici leurs propositions.

Tranquillité publique

- **Marc Persichetti, En avant Saint-Pierre**

Le droit à la sécurité n'est pas une option, c'est un droit fondamental et un pilier de notre qualité de vie. Cela se construit, entre autres, avec du courage, du bon sens et de la proximité. Nous proposons de renforcer les effectifs de police municipale, armée pour dissuader, avec des horaires élargis, de l'ilotage. Conserver partout et intelligemment l'éclairage public avec des candélabres basse consommation et des détecteurs de présence. Renforcer le système de vidéosurveillance connecté au commissariat.

- **Yannick Gomis, Saint-Pierre au plus près de vous**

Notre programme acte le recrutement d'un agent supplémentaire pour notre police municipale passant de 4 à 5 agents. Sa présence soutenue dans les quartiers ainsi qu'aux abords des établissements scolaires est une priorité. Un aménagement de ses horaires sera programmé en fonction des besoins de la ville en tenant compte des événements et des saisons. Organiser et structurer les comités de quartiers car nous souhaitons qu'ils soient porteurs du vivre ensemble et un élément fédérateur de la tranquillité publique.

- **Nadia Mezrar, Ensemble continuons pour Saint-Pierre**

Depuis 2020, nous avons créé le poste de police municipale doté de 5 agents, renforcé la médiation, mis en place une surveillance humaine du parc d'activité et des commerces, triplé le nombre de caméras. Pour 2026-2032, nous poursuivrons : maintien de notre police de proximité non mutualisée, extension de la vidéoprotection reliée au commissariat de police, coopération avec l'État et la Métropole, prévention spécialisée, médiation, travaux d'intérêt général et mise en place de voisins solidaires.

- **Hervé Hédouin, Bien vivre à Saint-Pierre**

Le maire est garant de la tranquillité publique. Nous adapterons les horaires de la police municipale aux besoins des habitants afin d'assurer une présence efficace aux moments sensibles. Un audit optimisera l'implantation des caméras de vidéoprotection, reliées à la police nationale pour faciliter les interventions. Avec les

communes voisines, nous mettrons en place une patrouille de nuit en complément des forces nationales.

Démocratie participative

- **Marc Persichetti**

Notre engagement en la matière peut se résumer par la proximité et le dialogue. La mairie sera accessible à tous avec des permanences du maire et des adjoints. Création d'une application connectée informant en temps réel sur les smartphones.

Publication simplifiée du budget et présentation en amont. Mise en place d'un conseil des sages avec des temps de travail avec le conseil municipal des jeunes. Parole donnée au public en fin de conseil municipal.

- **Yannick Gomis**

Là encore, vouloir agir en proximité et annoncer nos « consultations régulières » auprès des habitants va renforcer la participation citoyenne. Axe essentiel de notre programme avec la création d'un conseil consultatif des quartiers, qui aura la charge d'identifier et de proposer des sujets intéressant le quartier. L'attribution d'un budget (hors voirie) par quartier sera proposée. Les questions qui engageront la commune sur plusieurs années feront l'objet d'une consultation citoyenne ou d'un référendum.

- **Nadia Mezrar**

Nous avons innové avec la Fabrique citoyenne, par des rencontres en proximité, permanences, consultations avec des moyens inédits. Nous amplifierons avec le budget participatif pour des projets d'intérêt général, un Conseil des Ados en plus du Conseil municipal des jeunes, le comité des fêtes créé en 2023, la Réserve communale de sécurité civile, l'accueil des nouveaux habitants, la reconnaissance des citoyens et bénévoles. Notre pratique c'est : écouter, concerter, décider, pour une démocratie participative transparente.

- **Hervé Hédouin**

La gouvernance partagée est la clef de voûte de notre projet. Elle vise à restaurer la confiance entre élus et habitants. Nous instaurerons une consultation citoyenne pour chaque projet majeur et organiserons une consultation à mi-mandat. Un registre des requêtes, ouvert et consultable par tous, sera mis en place. Enfin, nous créerons un dispositif de référendum d'initiative citoyenne pour associer pleinement les habitants aux décisions.

Attractivité commerciale du centre-ville

- **Marc Persichetti**

L'attractivité d'une commune passe par le commerce. Nous proposons la redynamisation du centre-ville avec une reprise réelle de l'ancien Leader Price, la mise en place d'une bourse aux locaux vacants et la mise à disposition de boutiques test aux porteurs de projets, un référent municipal pour les commerçants, un boost numérique en les accompagnant dans le e-commerce, du mobilier urbain et des jeux pour rendre la ville plus vivante, verdissement de la ville avec la plantation de 1000 arbres fruitiers en libre-service.

- **Yannick Gomis**

Les arrêts ou transferts d'activités posent de sérieux problèmes pour les habitants. Nous constatons également une perte d'attractivité du centre-ville et de la route de Louviers. Nous avons pour projet de soutenir et encourager la création d'une union commerciale en parallèle de la reprise d'un marché avec des commerçants ambulants. Ces objectifs seront atteints par la volonté de dynamiser les cases commerciales en créant une boutique test ou en s'appuyant sur une politique des loyers plus attractive.

- **Nadia Mezrar**

Nous soutenons nos nombreux commerces et services sur les trois secteurs, la Ville est cliente des entreprises locales. Nous irons plus loin pour finaliser la réouverture du supermarché du centre, créer une union artisanale et commerçante avec eux, aider à la reprise de locaux avec un Ambassadeur du commerce, développer le marché. Nous requalifierons l'axe Louviers-République, la place Mendès-France, l'allée Louise-Michel, La Poste, pour renforcer l'attractivité, l'animation locale et les services.

- **Hervé Hédouin**

Une commune n'a pas d'âme sans un centre-ville vivant. Les commerces de proximité sont essentiels à l'animation et à l'attractivité de Saint-Pierre. Aujourd'hui, notre centre manque de cohérence et de dynamisme. Après consultation des commerçants, nous mettrons en place des mesures incitatives, mènerons une recherche active de nouvelles enseignes et engagerons un aménagement urbain harmonieux pour attirer commerces et clientèle adaptés.

Autre mesure phare

- **Marc Persichetti**

C'est difficile d'en extraire une, tant notre projet forme un tout. Alors je dirais la création du pôle médical, vraisemblablement dans l'ancien presbytère qui nous appartient, pour y accueillir généralistes et spécialistes. La réhabilitation du bâtiment sera très largement subventionnée et ce projet répond à l'impossibilité pour

beaucoup de se soigner faute de praticiens.

- **Yannick Gomis**

Dans la continuité de notre démarche de proximité vers tous les habitants, nous dessinerons notre ville en 5 secteurs identifiés par des codes couleurs. Un binôme d'élus aura en charge d'animer et de consulter les habitants sur des projets d'aménagements et d'animations par quartier. De plus, un adjoint au maire et un conseiller municipal délégué seront chargés de coordonner les actions à l'échelle de la ville et siégeront au conseil consultatif des quartiers. Au total, 12 élus travailleront sur la proximité.

- **Nadia Mezrar**

Nous sommes fiers de nos associations que nous soutenons avec plus d'un million d'euros de subventions, des infrastructures rénovées et des bénévoles valorisés. Nous créerons le Pass'Asso, une aide financière à l'adhésion pour chaque jeune Saint-Pierrais de la maternelle au collège qui adhère à une association pour faire du sport, une activité culturelle ou un loisir. C'est un soutien aux jeunes, familles et associations. Avec la bourse tremplin, nous aiderons les jeunes sportifs de haut-niveau.

- **Hervé Hédouin**

Nous voulons redonner à Saint-Pierre-lès-Elbeuf un esprit village, convivial et fédérateur. En valorisant culture, patrimoine, talents locaux et fêtes traditionnelles, nous renforcerons le sentiment d'appartenance. Un centre-ville accueillant participera à cette dynamique. Notre ambition est d'affirmer l'identité de ville à la campagne et d'éviter qu'elle ne devienne une simple ville-dortoir.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Municipales 2026 à Saint-Pierre-le-Viger : Daniel Legros, 81 ans, sollicite un cinquième mandat

3-4 minutes

Daniel Legros, maire de Saint-Pierre-le-Viger (Seine-Maritime) brigue un cinquième mandat aux élections municipales de mars 2026. S'il est réélu, ce sera son dernier mandat.

Sur le même thème

[Municipales 2026](#)

[Pays de Caux](#)

Article réservé aux abonnés



Daniel Legros se représente une dernière fois aux élections municipales à Saint-Pierre-le-Viger (Seine-Maritime). ©Les Informations dieppoises / Mathieu te Morsche

Par [Mathieu Te Morsche](#) Publié le 4 mars 2026 à 17h57

Maire de [Saint-Pierre-le-Viger \(Seine-Maritime\)](#) depuis 2001, **Daniel Legros** aime « mettre en chantier un tas de choses utiles pour nos concitoyens » et dynamiser le village : « On n'est pas là pour faire le pot de fleurs », sourit-il. À 81 ans, l'élus mènera donc de nouveau une **liste**, sans étiquette, aux prochaines [élections municipales](#). Elle est composée de sept hommes et six femmes,

avec des conseillers sortants, mais aussi du sang nouveau. S'il est réélu, il s'agira du **dernier mandat** de Daniel Legros.

Rénover l'église

Parmi les projets majeurs qui sont dans les cartons, il y a la rénovation de [l'église en béton](#) qui souffre de problèmes d'étanchéité. « J'y ai un attachement **personnel**. Elle a été faite quand mon grand-père était maire », ajoute Daniel Legros. L'ancien officier de l'armée de l'air attend les résultats de **l'étude** complète du bâtiment, lancée il y a quelque temps.

Pour financer ce chantier, qui mobilisera une part **importante du budget communal**, l'élu demandera diverses subventions, mais aussi l'apport financier de mécénats, comme des groupes cimentiers.

En parallèle de ce dossier, Daniel Legros veut continuer à entretenir le **patrimoine local** ainsi que les voiries et faire en sorte qu'il y ait des **animations** dans le village.

« Une harmonie pour le village »

L'édile saint-pierrot se dit également « très fier » que sa commune accueille la coopérative [Terre de Lin](#), aujourd'hui en pleine **expansion** : « Cela représente un pôle d'emploi **stable** », se satisfait Daniel Legros.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Le maire veut poursuivre la dynamique des mandats passés, qui ont été marqués par le **déménagement de la mairie** dans l'ancienne gare ou la construction de la salle Simone-Veil. « J'ambitionne une **harmonie** pour le village », affiche-t-il.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Environnement : les propositions des candidats aux municipales à Yvetot

Paris Normandie

5–6 minutes

Françoise Deniau

Unis pour Yvetot



Françoise Deniau - Paris Normandie

« Il est nécessaire d'embellir notre ville en priorisant des espaces végétalisés pour préserver notre santé, notre bien-être, et contribuer à une meilleure qualité de vie. Implanter des mobiliers urbains - bancs, toilettes publiques, abribus et jeux d'enfants – est indispensable.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Notre priorité est de verdir le centre-ville et les quartiers en plantant des vivaces et arbres fruitiers en espaliers pour rappeler que la terre est nourricière. Les jardins ouvriers et familiaux seront protégés en les inscrivant en Zones Agricoles Protégées.

Favoriser une alimentation saine en promouvant les circuits courts

Il faut inciter les bailleurs et les résidents à verdir les parcs de logements pour répondre aux problèmes climatiques. Il faut favoriser une alimentation saine en promouvant les circuits courts,

réduire le gaspillage alimentaire et encourager la seconde vie et la réparation pour les biens.

Le bien vivre passe par le respect de la cause animale, des parcs canins seront créés pour la sécurité de tous, les distributeurs de sacs jetables seront démultipliés. »

Francis Alabert et Virginie Blandin

Fiers d'yvetot



Virginie Blandin et Francis Alabert - DR

« Nous prévoyons une piste cyclable reliant la Poste à la Maison médicale, un cheminement végétalisé vers le Manoir du Fay, la renaturation des cours d'école (école Cahan Lhermitte Cottard en 2026 et Jean Prévost et Léopoldine Hugo en 2028) et l'élargissement du permis de végétaliser.

Nous déploierons un plan pluriannuel patrimonial avec la

rénovation énergétique (centre de loisirs et aile Est de l'espace Claudie André Deshays). Objectifs : économiser l'énergie et améliorer le cadre de vie.

Verdissement des trottoirs avec des plantes arbustes

Nous prévoyons la replantation des talus du Manoir du Fay, le verdissement des trottoirs avec des plantes arbustes, l'installation de plafonds rayonnants dans les espaces publics où c'est possible, une campagne « Chats Libres » avec stérilisation et identification. Mais aussi la rénovation du Gymnase Vanier et du terrain de hockey.

Nous continuerons de déployer les actions du Plan Alimentaire Territorial.

L'écologie que nous défendons est concrète, locale et pragmatique. »

David Lefebvre

Une nouvelle énergie pour Yvetot





David Lefebvre - DR

« Nous développerons le « bien planter » en utilisant des essences d'arbres et plants locaux. Nous créerons des îlots de fraîcheur, notamment dans les cours des écoles.

Nous recréerons des espaces verts, des petits parcs avec jardins potagers. Nous créerons des prairies fleuries pour favoriser la biodiversité. Nous établirons un plan de rénovation énergétique des bâtiments communaux, incluant la possibilité de poser des panneaux photovoltaïques sur les toits. Nous établirons un plan de mutualisation afin de proposer aux particuliers, comme aux professionnels, un prix négocié avec des fournisseurs d'énergie verte.

Éteindre certains éclairages anciens et énergivores

Nous rétablirons l'éclairage public, la nuit, en passant à des énergies renouvelables et avec détecteurs de mouvements. Nous éteindrons certains éclairages anciens et énergivores afin de limiter les nuisances lumineuses pour les riverains et pour la biodiversité.

Nous mettrons en place une méthode avec les propriétaires pour améliorer la propreté et la gestion des bacs dans les ruelles et impasses privées de la ville, en collaboration avec la Communauté de Communes Yvetot Normandie. »

Dominique Taladun Chauvel

Yvetot Notre Ville





Dominique Taladun Chauvel - DR

« Nous agissons pour un environnement plus agréable, plus vert et plus durable. Cela passera par un programme progressif de remise à niveau des voiries et trottoirs afin de garantir des déplacements plus sûrs pour tous.

Une ville plus respirable, plus apaisée

Avec la CCYN, nous développerons les mobilités douces : pistes cyclables continues, intersections sécurisées, arceaux vélos, mais aussi des actions d'embellissement à faible coût comme la végétalisation légère, le fleurissement, la rénovation du mobilier urbain ou la création d'îlots de fraîcheur. Notre vision est claire : une ville plus respirable, plus apaisée et tournée vers les mobilités de demain.

Yvetot doit également prendre toute sa place au sein du Parc naturel des Boucles de la Seine Normande. Nous voulons nous appuyer sur cette richesse pour imaginer une autre manière de vivre la ville : plus responsable, plus créative et plus respectueuse de notre environnement, afin qu'Yvetot devienne un exemple de bien-être partagé dans un cadre préservé. »

Demain, l'urbanisme et le logement

Environnement : les propositions des candidats aux municipales à Neufchâtel-en-Bray

Paris Normandie

6-7 minutes

Enjeux de campagne (4/8). Dans le cadre des élections municipales qui se dérouleront les 15 et 22 mars 2026, Paris Normandie vous détaille, chaque jour, les propositions des candidats à la mairie de Port-Jérôme-sur-Seine suivant huit thématiques. Aujourd'hui, l'environnement.



L'environnement au cœur de la campagne - Photo Adobe stock



Publié: 5 Mars 2026 à 06h56 Temps de lecture: 1 min

Fabrice Morice

Neufchâtel Pour Tous





Fabrice Morice - DR

« *Neufchâtel Pour Tous* place la transition écologique au cœur de son projet municipal. Nous lancerons un plan de végétalisation participatif en espace urbain, inscrit dans la stratégie CANOPÉE – connaître, adapter, nourrir, optimiser, protéger, évaluer et enseigner – pour une ville plus verte et plus respirante.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Le parc automobile municipal sera progressivement verdi, l'éclairage public deviendra intelligent et adaptatif, mettant fin aux extinctions nocturnes décidées sans concertation.

Réduction des consommations énergétiques d'au moins 40 % en 2030

Des études seront menées pour l'installation de panneaux photovoltaïques sur les toitures des bâtiments communaux. Nous viserons une réduction des consommations énergétiques d'au moins 40 % en 2030, conformément aux obligations légales. Une microcentrale électrique sur la Béthune sera étudiée.

La « forêt gourmande » urbaine, avec arboretum, écopâturage et

ferme pédagogique, incarnera notre ambition pour la biodiversité. Les berges de la Béthune seront aménagées pour piétons et cyclistes. »

Philippe Trélat

En cœur pour Neufchâtel



Philippe Trélat - DR

La qualité de notre cadre de vie est au cœur de notre engagement environnemental. Notre liste *En cœur pour Neufchâtel* veut améliorer durablement nos espaces publics par un fleurissement cohérent, un entretien régulier et une attention renforcée à la propreté, avec l'objectif d'obtenir une Troisième Fleur. L'entretien du cimetière sera également amélioré, dans le respect dû aux familles et à la mémoire des défunts.

Face au changement climatique, nous agissons concrètement : création d'îlots de fraîcheur, désartificialisation progressive de certains espaces et plantation d'arbres pour mieux préparer la ville aux épisodes de chaleur.

Renaturation d'une partie des cours des écoles maternelle et primaire

Nous engagerons aussi la renaturation d'une partie des cours des

écoles maternelle et primaire afin d'offrir des espaces plus verts et plus adaptés aux enfants.

Enfin, l'installation de panneaux solaires sur les bâtiments municipaux contribuera à réduire notre consommation énergétique et à maîtriser les dépenses publiques. »

Joël Lacaille

Tous Unis pour Neufchâtel



Joël Lacaille - DR

« Neufchâtel se doit d'être à la hauteur de son label Village Étape, notamment en mettant l'accent sur la propreté des rues et la végétalisation de certains secteurs. Remettre un peu de verdure dans le centre-ville ville peut faire du bien à tous, habitants et visiteurs d'un jour.

Aménager de nouveaux espaces verts et de biodiversité dans les quartiers et entrées d'agglomération améliore non seulement notre cadre de vie mais aussi embellit l'image de notre ville.

Planter un arbre à chaque naissance d'enfant pour sensibiliser chacun à la nature

Une municipalité ne peut pas se permettre, même si le contexte est délicat, de ne pas avoir de projets d'investissements. On peut par exemple porter un projet de récupération d'eau pluviale dans la partie basse de la ville, planter un arbre à chaque naissance d'enfant pour sensibiliser chacun à la nature ou encore aménager un circuit sur le thème de l'eau. Cet élément est très présent et sous-estimé en centre-ville avec les sources et les cours d'eau enterrés. »

Demain, l'urbanisme et le logement

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



[Santé : les propositions des candidats aux municipales à Neufchâtel-en-Bray](#)



Municipales 2026 : la liste « Ensemble continuons pour Jumièges ! » met en avant son bilan

Mireille Loubet-Anquetil

4-5 minutes

Conduite par le maire sortant Julien Delalandre pour les municipales des 15 et 22 mars 2026, qui compose la liste « Ensemble continuons pour Jumièges ! ».



La liste « Ensemble continuons pour Jumièges ! » se présente aux municipales de 2026 autour de Julien Delalandre. - JD



Par Mireille Loubet-Anquetil

Publié: 4 Mars 2026 à 19h34 Temps de lecture: 1 min

Avec onze élus sortants sur les 21 noms qui composent la liste « Ensemble, continuons pour Jumièges ! », [l'équipe conduite par Julien Delalandre pour les élections municipales des 15 et 22 mars 2026](#), s'inscrit clairement dans la poursuite du travail engagé au cours du précédent mandat.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Les colistiers, âgés de 21 à 72 ans mêlent ainsi des élus déjà expérimentés, « *connaissant le fonctionnement de la commune et les projets en cours, et de nouvelles personnes, compétentes dans leurs domaines, qui apporteront un souffle nouveau* ».

L'équipe met en avant son bilan des six dernières années. « *Nous avons œuvré pour améliorer notre cadre de vie, stabiliser et consolider les finances communales, développer des événements culturels, entretenir, préserver et valoriser notre patrimoine* ».

Engagés pour le parc photovoltaïque

Parmi les projets défendus dans le programme, « *nous nous engagerons dans les énergies renouvelables en développant notamment le projet de parc photovoltaïque au sol sur la friche Stref. Nous poursuivrons la restauration du patrimoine communal bâti. Nous pérenniserons les coopérations avec nos partenaires pour élargir l'offre culturelle et festive au sein du village* » indique Julien Delalandre.

Une réunion publique est prévue le mercredi 11 mars 2026 à partir de 19h à la salle des fêtes Roland-Maillet à Jumièges pour présenter l'équipe et les projets.

La liste : Julien Delalandre, 44 ans. Farah Laguerre, 45 ans. Michaël Bidaux, 51 ans. Nathalie Portail, 53 ans. David Boquet, 56 ans. Sylvie Rouquette, 64 ans. Jérémy Lemoine, 42 ans. Annie Bos, 57 ans. Xavier Sellier, 39 ans. Christel Benoît, 68 ans. Marvin Dhennin, 30 ans. Maryline Duperron, 64 ans. William Béduchaud, 38 ans. Charlène Ferret, 32 ans. Jonathan Delauney, 40 ans. Emma Rossignol, 27 ans. Clément Crevel, 33 ans. Anne Deshayes, 50 ans. Thibault Marin, 21 ans. Yvonne Venon, 72 ans. Tony Dutilleul, 56 ans.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



Municipales 2026 : Jean Delalandre présente sa liste « Fiers de Duclair »

Brice Recotillon

5-6 minutes

Jean Delalandre brigue un troisième mandat à la mairie de Duclair en mars 2026. Avec une liste sans étiquette en partie renouvelée, il mise sur la continuité du travail entrepris depuis sa prise de fonction.



Menée par Jean Delalandre, la liste « Fiers de Duclair » se dévoile.
- Photo DR



Publié: 5 Mars 2026 à 08h27 Temps de lecture: 2 min

Les électeurs de la commune de Duclair auront le choix entre deux listes lors des élections municipales. Celle menée par Pauline Picard, professeure des écoles, et celle menée par Jean Delalandre, délégué général d'un groupement de PME.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

En poste à la mairie duclairoise depuis 2014, Jean Delalandre a dévoilé l'identité des membres de sa liste sans étiquette, « Fiers de Duclair », qui porte le sceau de la continuité. Un renouvellement d'effectif de 30 % a été opéré au sein de ses rangs. « *On conserve*

le côté expérience historique, et on fait rentrer des nouveaux qui ont une trentaine d'années, une quarantaine d'années, pour certains plus de 60 ans », résume-t-il.

Avec une moyenne d'âge de 50 ans, la liste compte « *poursuivre la transformation de Duclair* ». Une ambition martelée à longueur de débats publics, où le bien-vivre dans la commune de 4000 habitants est régulièrement mis en avant.

Jean Delalandre s'appuie sur 27 colistiers et deux suppléants. « *La seule référence pour les colistiers, ce sont les 12 ans d'action. À travers les aménagements mis en place pour les mobilités douces, ce qui a été fait en termes de végétalisation ou de vidéoprotection* », évoque-t-il.

Santé - sécurité - environnement

Côté programme, « Fiers de Duclair » place la santé au rang des priorités. En renforçant ses liens avec la Communauté professionnelle territoriale de santé (CPTS), pour promouvoir un plan de route commun.

La sécurité conserve également une place de choix. Précurseur en matière de vidéoprotection dans la métropole de Rouen, la commune compte étendre son parc de caméras dans les hameaux. « *Ça continuera à être assumé. On ne va pas ralentir sur le sujet* ».

La préservation des espaces naturels est également citée. « *On est entre Seine, forêt, rivières. Il y a un très beau projet qui est la réalisation d'une voie verte* (NDLR : financé par la métropole de Rouen) *entre Duclair et Saint-Martin-de-Boscherville* ».

La liste complète : Jean Delalandre, Catherine Lilini, Robin Vaillot, Bigué Mame Thebault, Arnaud Delaunay, Chantal Crevel Vallet, Didier Duval, Yann Le Borgne, Ludivine Caijo, Thierry Chevallier, Véronique Ferme, Benoist Vaillot, Aurélie Leovant, Vincent Fasciana, Joëlle Ouvry, Michel Allais, Aurélie Leovant, Virginie Periers, Patrick François, Ludivine Belloncle, Adérito Monteiro, Hélène Rubrecht-Loisel, Bertrand Bechet, Jennifer Ruquier-Cassinelli, Antoine Hinfrey, Christine Angrand, Thierry Grison. Suppléants : Erwoane Le Mevel, Mathéo Benoist.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



Municipales 2026. À Déville-lès-Rouen, les programmes des candidats se marquent à la culotte

Sylvain Auffret

5-7 minutes

Les deux listes en campagne à Déville-lès-Rouen présentent un certain nombre de propositions similaires et se différencient sur quelques thèmes particuliers.



Vallourec au milieu de Déville-lès-Rouen. - Sylvain Richon PNTV / CPM Drone



Publié: 4 Mars 2026 à 21h30 Temps de lecture: 2 min

Aux élections municipales de 2020 à Déville-lès-Rouen, la liste conduite par le maire sortant Dominique Gambier, avec Mirella Deloignon comme colistière, l'avait emportée de 73 voies (1099 contre 1026 et une abstention de 67 %) sur celle menée par Vincent Duchaussoy. Six ans plus tard, la liste de la maire sortante [Mirella Deloignon](#) affronte celle du « chef » de l'opposition [Vincent Duchaussoy](#).

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Malgré tout on retrouve des propositions communes dans les deux programmes de campagne, comme augmenter la visibilité de la police municipale en la libérant de tâches administratives pour Mirella Deloignon, en augmentant ses effectifs et en déménageant ses locaux dans un endroit plus central pour Vincent Duchaussoy. Ce dernier parle d'augmenter la vidéoprotection quand Mirella Deloignon veut continuer son « renforcement ». Là où « [Déville en mieux](#) » de Vincent Duchaussoy parle de renaturer l'espace public, « [Déville en action](#) » de Mirella Deloignon veut planter des arbres partout où c'est possible

Des propositions similaires

Idem pour la construction de toilettes publiques, le premier s'engage à en installer, la seconde dit étudier la question. Les deux équipes veulent rénover un gymnase, Anquetil pour Mirella Deloignon, Guynemer pour Vincent Duchaussoy. Elles promettent également la création d'une nouvelle assemblée, en plus du conseil municipal des jeunes, pour les CM1-CM2 chez « Déville en mieux », pour les adolescents chez « En action pour Déville ».

Au programme chez les deux toujours, une aide financière pour les jeunes portant un projet d'intérêt général, la création d'une mutuelle communale, d'une brigade « verte », la rénovation du groupe scolaire Blum-Perrault (déjà mise à l'étude par la municipalité sortante), le soutien aux associations d'aide aux devoirs, le fait de mener à bien le chantier de la nouvelle caserne de pompiers (déjà sur les rails et conduite par les pompiers) ou d'être attentif au devenir du site de Vallourec (racheté par Vinci). Enfin les deux listes s'engagent à soutenir l'installation de nouveaux professionnels de santé et des associations, notamment sportives.

Des différences thématiques

Évidemment on trouve aussi des thèmes spécifiques. La démocratie locale (un élu référent par quartier, des permanences d'élus, une application mobile de la ville, une plateforme numérique dédiée à la transparence) chez « Déville en mieux ». De son côté « en action pour Déville » porte une attention particulière à la cause animale (référent agissant contre la maltraitance et l'errance, labellisation de la fédération française de protection animale). Vincent Duchaussoy entend aussi faire de la famille et du lien intergénérationnel un axe de la politique et de la programmation culturelle de la ville, là où Mirella Deloignon veut faire de la protection de l'Environnement, une priorité quotidienne avec un référent propreté, des journées de ramassage et de l'éducation.

Municipales à Dieppe : un débat et trois visions pour un même territoire

Emmanuel BURDIN

5-7 minutes

À l'initiative du Medef de Seine-Maritime et de la Confédération des Petits et Moyennes entreprises du département, un débat réunissant trois des quatre candidats aux élections municipales des 15 et 22 mars prochains s'est tenu à Dieppe. Avec, en toile de fond l'économie locale, l'EPR 2 et le développement du territoire.



Jean-Christophe Romatet, André Gautier, Antoine Labé, Julien Hue et Nicolas Langlois, cinq hommes pour un débat. (Photo DR)



Publié: 4 Mars 2026 à 16h28 Temps de lecture: 2 min

Permettre aux chefs d'entreprise de l'agglomération dieppoise d'avoir une visibilité sur le programme économique des candidats en lice pour le fauteuil de maire à Dieppe, c'est le pari que s'étaient lancés Julien Hue et Jean-Christophe Romatet. Le premier vient d'être nommé à la tête du conseil d'administration du Medef Métropole Rouen Normandie, le second est le président de la

Confédération des Petites et Moyennes Entreprises de Seine-Maritime. Ensemble, ils ont organisé deux débats publics dans le cadre des élections municipales des 15 et 22 mars 2026.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Animé par Paris Normandie, le premier se déroulait dans les salons de l'Hôtel Mercure, ce lundi, et réunissait les candidats à la mairie de Dieppe. Tous, sauf un puisqu'Hugo Lomenède, étiqueté Lutte Ouvrière, avait décliné l'invitation. Nicolas Langlois, maire sortant et tête de liste « Tous Ensemble pour Dieppe, Protéger et Rassembler », Antoine Labé qui conduit la liste « Dieppe Conquérante ! » et André Gautier – « Dieppe qu'on aime », ont ainsi répondu à une dizaine de questions portant notamment sur l'attractivité économique, le logement, la fiscalité et la mobilité avec, en toile de fond, un enjeu fédérateur, le projet EPR 2 à Penly, unanimement perçu comme une opportunité majeure pour l'emploi, la formation et la dynamique industrielle.

Trois options, trois styles, trois rythmes

Au final – et sans surprise – se sont dessinées trois visions pour un même territoire. Ce débat a offert un éclairage structuré sur les orientations possibles proposées par les trois candidats. Et si tous reconnaissent les atouts dont dispose la ville – son port, son industrie, son identité maritime – Nicolas Langlois, Antoine Labé et André Gautier divergent sur les leviers à activer pour franchir un nouveau palier.

D'accord sur le rôle stratégique du port, cœur économique et identitaire de Dieppe, l'importance décisive du chantier EPR 2, la nécessité d'améliorer les mobilités ferroviaires et routières et l'impératif de répondre à la crise du logement, leurs points de vue ont rapidement divergé lorsqu'il a été question de trajectoire fiscale, de logement social et du rythme et de la nature des investissements structurants.

Au terme des échanges, une évidence s'impose : Dieppe dispose d'atouts puissants et d'un momentum industriel inédit. La question n'est plus tant celle du potentiel que celle de la méthode. Investir fortement pour transformer, alléger la pression fiscale pour libérer l'initiative, ou sécuriser l'existant par une gestion maîtrisée : trois options, trois styles, trois rythmes. Chefs d'entreprise et adhérents du Medef et de la CPME ont, en tout cas, pu se faire une idée précise des orientations politiques des trois candidats.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



Municipales 2026. Nouveau en politique, Matthieu Lebrun veut s'engager pour Mentheville en devenant maire

Suzelle Gaube

5-6 minutes

Après un engagement dans le milieu associatif de la commune, Matthieu Lebrun a décidé de s'engager pour Mentheville en briguant le mandat de maire en mars 2026. Avec sa liste « Avec vous pour Mentheville », il souhaite donner un nouveau souffle à cette commune de 306 habitants.



Publié: 5 Mars 2026 à 07h31 Temps de lecture: 2 min

C'est entouré que Matthieu Lebrun évoque la liste « Avec vous pour Mentheville » qu'il a montée depuis plusieurs mois en vue des élections municipales de mars 2026. À côté de ce Menthevillais âgé de 49 ans, Patrice Roujolle ancien maire de Grainville-Ymauville pendant douze ans et investi au conseil municipal de cette même commune pendant trente et un an. « *Autant dire qu'il a beaucoup d'expérience en matière de gestion d'une commune* », insiste Matthieu Lebrun, pour qui c'est une première de s'engager au sein d'une municipalité.

« C'est un challenge que je veux relever. J'aime la communication et j'ai le sens des responsabilités, estime celui qui s'est investi au sein de l'association [Animenthe](#). C'est une décision mûrement réfléchie : il faut savoir si on en a les capacités. Et je pense les avoir », lui qui « anime une équipe » dans le cadre de son travail dans l'agroalimentaire.

Un ancien maire dans sa liste

C'est justement cette expérience acquise que [Patrice Roujolle](#) veut « transmettre » : « *C'est pour ça que je me suis engagé sur la liste*

de Matthieu », explique le septuagénaire qui habite la commune depuis quatre ans et demi. Une expérience dans une équipe municipale qu'a aussi Nathalie Drouet, une ancienne adjointe. Sur la liste également, Damien Maze, un des voisins de Matthieu Lebrun, souhaite « *mettre en avant une cohésion d'équipe, qui se reflétera au sein de la commune* ».

« Reprendre les projets déjà engagés »

Leur programme ? « *Reprendre les projets déjà engagés* » par l'équipe menée par la maire sortant [Franck Rémond](#), qui a enchaîné trois mandatures à Mentheville. Matthieu Lebrun pense notamment au devenir de l'actuelle mairie, avec l'idée de la déménager dans les locaux neufs de l'ancienne école : pour ce projet, la liste menée par Matthieu Lebrun veut « *se rapprocher des habitants pour avoir leur avis* ». Il pense aussi au projet de parking du cimetière, avec un accès PMR ; à la construction d'un lotissement sur un terrain qui a été mis en vente ; à la sécurisation des routes...

Des événements pour animer la commune

Matthieu Lebrun et ses co-équipiers souhaiteraient la mise en place du système des « *voisins vigilants, de l'application Panneau Pocket, d'un cahier de doléances parce que toute idée est bonne à prendre* ». Mais aussi créer des événements pour rassembler les habitants, comme en remettant en place le repas des aînés. Face cette liste, une autre menée par Guillaume Leroy et Anne Sophie Pomelle, membres de l'équipe municipale sortante.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi

[Au Havre, pourquoi le créateur de la Catène s'inquiète-t-il de l'utilisation de son œuvre ?](#)

[Madame Arthur, le mythique cabaret de Pigalle, bientôt de passage au Havre](#)

[Le Havre. Que va devenir le bâtiment de l'ancien Crous à Caucriauville ?](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Mentheville \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi vers

Municipales 2026. Éric Rousselet candidat à sa succession à Sainte-Hélène-Bondeville

Matthias Chaventré

4-5 minutes

Maire de Sainte-Hélène-Bondeville depuis 2020, Éric Rousselet sollicite un nouveau mandat. L'élus engagé de longue date dans la vie associative présente une liste mêlant fidèles et nouveaux visages, avec des projets notamment tournés vers le lien intergénérationnel.



La liste présentée par Éric Rousselet est composée d'habitants de différents hameaux du village. - DR



Publié: 5 Mars 2026 à 07h51 Temps de lecture: 2 min

Élu depuis 1997, en tant que conseiller municipal, adjoint au maire, puis maire à compter de 2020, Éric Rousselet brigue un nouveau mandat aux élections municipales, à [Sainte-Hélène-Bondeville](#).

Son nom résonne dans le village de 680 habitants. Par son implication en tant que bénévole au sein de différentes associations. « *Je fais partie du comité des loisirs depuis l'âge de 14 ans* », dit celui qui en a 71 aujourd'hui. Et, son père a été élu

pendant quarante ans. « *Il m'emmenait partout avec lui, tout le temps. Et ça m'a toujours plu : j'étais déjà passionné.* »

Une aire intergénérationnelle

[Éric Rousselet](#) a décidé de se présenter une nouvelle fois pour être maire. « *Parce qu'il y a encore de belles choses à faire à Sainte-Hélène-Bondeville. Aussi, j'ai quatre conseillers qui m'ont accordé leur confiance et qui repartent avec moi.* » Les nouvelles têtes pour compléter la liste « Sainte-Hélène-Bondeville – Continuons d'agir ensemble » ont souvent été recrutées au sein d'associations. « *Des gens sont venus me voir pour nous rejoindre.* »

Parmi les projets, les candidats souhaitent rendre la salle de sport davantage accessible à tous. Aussi, ils désirent créer une aire de rencontres intergénérationnelles, près du centre culturel. Entre espace de détente, table de camping, jeux.

Lire aussi



[Fécamp. Au Ramponneau, des vestiaires en attendant le nouveau terrain de football synthétique](#)



Municipales 2026. Près d'Elbeuf, Agnès Cercel fait de la jeunesse la priorité de son deuxième mandat

Frédérique THULLIER

4-5 minutes

Soutenue par les partis socialiste et communiste, Agnès Cercel (PCF) donne une « place prépondérante à la jeunesse » dans son programme qui privilégie aussi le lien social de proximité et le cadre de vie.



Agnès Cercel (PCF) présente une liste « de la gauche unie ». - Paris Normandie



Publié: 5 Mars 2026 à 08h15 Temps de lecture: 1 min

Agnès Cercel, maire depuis 2020, briguera un deuxième mandat le 15 mars prochain. Pour la première fois depuis au moins vingt-cinq ans, deux listes seront en lice. « Tourville tous ensemble pour demain » issue de la majorité sortante, et « Tourville citoyenne » menée par Malik Bechka.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« Depuis plusieurs mandats, [la jeunesse est notre priorité](#), rappelle Agnès Cercel, 63 ans. Nous allons engager [la végétalisation des cours d'école](#) sur laquelle nous travaillons depuis deux ans. Nous repenserons le local jeunes, qui est vieillissant, avec ceux qui le fréquentent. Nous planterons aussi un arbre à chaque naissance. » La création d'un conseil municipal des jeunes en complément de celui des enfants existant, est prévue.

Lien social

Autre projet, en direction des seniors, la création d'une résidence intergénérationnelle « dans les locaux de l'ancien Ehpad, indique la candidate. Le dossier avance et elle devrait être opérationnelle courant 2029 ».

Si la commune ne dispose pas d'une résidence autonomie, elle propose des repas et des ateliers pour rompre l'isolement des plus âgés. « Mais tous n'en profitent pas, constate la maire. Aussi, nous organiserons des rencontres à domicile pour favoriser le lien social. »

Cadre de vie

L'aménagement du parc urbain, de la rue Jean-Jaurès au terrain de football, sera aussi vecteur de rencontres pour tous. Sur les dix hectares acquis par la Ville, des cheminements seront créés, suivis par l'installation de tables de pique-nique, d'une aire de jeux, d'un pump-track et d'une mare pédagogique. « Nous créerons aussi une ludothèque et rénoverons le city stade de Bédanne », ajoute l'élue.

« Le mandat n'a pas été facile, mais nous sommes toujours aussi motivés, conclut Agnès Cercel. Nous avons de l'expérience et nous connaissons les habitants avec lesquels nous continuerons à dialoguer. »

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



Un maçon paralysé après une chute à Londinières : une amende de 20000€ requise contre son employeur

Arnaud COMMUN

7-9 minutes

Un maçon de 55 ans a été victime d'un grave accident du travail à Londinières. Il a chuté de 6 mètres après la rupture d'une planche. Sa vie et celle de sa compagne sont bouleversées. Le parquet requiert une amende de 20000€ contre l'employeur.



Publié: 4 Mars 2026 à 20h31 Temps de lecture: 3 min

« Depuis cette date, on n'a plus de vie. La vie est très compliquée pour Patrick (*) et pour moi. Il dort dans la salle, dans un lit médicalisé » explique Virginie (*), la compagne de cet homme âgé de 59 ans, qui se déplace désormais en fauteuil roulant : le 4 janvier 2022, à 55 ans, le maçon participait à la construction d'une maison à Londinières, dans l'arrondissement de Dieppe, quand une planche de 2 centimètres d'épaisseur et 35 centimètres de large a cédé sous son poids.

« J'ai fait une chute de 5 à 6 mètres », confie en aparté ce père de deux enfants, qui a perdu l'usage de ses jambes. Son employeur, la Compagnie cléroise de maçonnerie, basée à Pavilly, répond de « blessures involontaires par personne morale avec incapacité supérieure à 3 mois », le mardi 3 mars 2026, devant le tribunal correctionnel de Dieppe.

« Je ne conteste pas »

[Le chef d'entreprise n'est pas poursuivi en son nom](#). Il représente sa société devant les trois juges. « Je ne conteste pas la responsabilité de l'entreprise », répond le patron, interrogé par la présidente, Marine Guérin. Le directeur n'était pas présent le jour du drame, qui a dévasté la vie de toute une famille.

Virginie a écrit une longue lettre, qu'elle lit devant les juges, pour qu'ils comprennent mieux les conséquences de cet [accident du travail](#) : « *Patrick et moi nous connaissons depuis 1987. Il y a un « avant le 4 janvier 2022 » et un « après le 4 janvier 2022 ». Nous aimions voyager, aller en vacances à la montagne. On faisait de la randonnée, des balades à vélo. Il tondait sa pelouse, aimait faire son jardin. »*

« Il a pleuré »

Émue, Virginie reprend son souffle : « *Maintenant il ne peut plus s'occuper de l'extérieur. La première fois que l'entreprise est venue faire le jardin, il a pleuré. Il était très bricoleur. Heureusement, on est une famille très liée. Sa toilette est faite au lit par des auxiliaires de vie. C'est très dur quand on veut sortir. Ce n'est pas une vie en fait. »*

Il est passé de celui qui soutenait à celui qui est soutenu, de celui qui protégeait à celui qui est devenu dépendant

L'avocate du blessé, Partie civile

Patrick, les larmes aux yeux, pesait 56 kg au moment de la chute. Il a pris beaucoup de poids à cause de sa sédentarité imposée. Cet habitant du pays de Caux laisse son avocate s'exprimer en son nom : « *Patrick, c'était un travailleur, un maçon, un homme qui construisait des maisons. C'était un pilier. C'était un ami qui avait diverses activités sportives. Il ne pourra plus jamais travailler. Il est passé de celui qui soutenait à celui qui est soutenu, de celui qui protégeait à celui qui est devenu dépendant. »*

Elle demande une provision de 183000€, et d'autres indemnités pour plus de 18000€.

« Une incapacité permanente »

La substitut du procureur, Aliénor Darrigo, rappelle que « *764 personnes sont décédées en 2024 dans le cadre d'accidents du travail, particulièrement dans le BTP. Monsieur a une incapacité permanente. »* Elle dénonce un manque de sécurité sur le chantier. « *L'entreprise encourt une amende de 150000€. Vous pouvez même décider de fermer cette société ! »*

Elle requiert une sanction moins sévère : « *20000€ d'amende, le règlement de dommages et intérêts et la publication de la décision du tribunal, chaque jour pendant un mois, dans les journaux Paris Normandie et Les Informations dieppoises. »*

« Une injustice »

L'avocat de la Compagnie cléroise de maçonnerie déplore « *la véhémence avec laquelle on cherche à accabler mon client. Oui, ce qui est arrivé est gravissime. Ce n'est pas pour autant que l'on va réparer avec une injustice.* » Le défenseur considère que le patron « *n'a pas bien répondu aux questions du tribunal.* »

Lui estime que « *la responsabilité de la société n'est pas engagée. Mon client fait attention à la sécurité. Les employeurs ne peuvent sécuriser les chantiers que si une culture de la sécurité se répand dans l'entreprise.* » L'avocat prend des pincettes pour laisser entendre que le blessé aurait une part de responsabilité.

« Faute inexcusable »

Il estime que la responsabilité civile de l'entreprise est engagée, pas sa responsabilité pénale : « *La faute inexcusable a déjà été reconnue. Il y aura une indemnisation en responsabilité civile, en plus de l'indemnisation par la CPAM. Le procès-verbal de [l'Inspection du travail](#) relève que la trémie était mal protégée. Il ne dit pas que l'employeur n'avait pas mis les moyens à disposition.* »

L'avocat souligne que « *la société compte une trentaine de salariés. Ce qui me choque le plus, c'est la publication du jugement pendant un mois dans la presse.* » Il considère que le montant de l'amende requise est trop élevé. D'autant plus qu'il plaide la relaxe : « *Je ne pense pas avoir trouvé de faute imputable à la personne morale.* »

Le tribunal rendra son délibéré le 7 avril 2026. En attendant, la Compagnie cléroise de maçonnerie reste présumée innocente.

(*) Les prénoms du blessé et de sa compagne ont été changés

Lire aussi



Avant les élections professionnelles, l'exécutif veut sécuriser l'interdiction du droit de se syndiquer dans la préfectorale

Paul Idczak

4–5 minutes

Pour les préfets et les sous-préfets, le feuilleton qui a débuté au moment de l'annonce de la mise en extinction du corps préfectoral, il y a quatre ans, devrait bientôt prendre fin. Dans le cadre du projet de loi "Simplification", qui sera présenté en Conseil des ministres après les élections municipales, le gouvernement Lecornu a décidé de faire passer, au niveau législatif, l'interdiction du droit syndical des hauts fonctionnaires qui exercent sur des emplois de préfets et de sous-préfets. Cette modification du droit doit permettre de *"maintenir la situation historique"* des préfets et des sous-préfets, selon l'exposé des motifs du texte, consulté par *Acteurs publics*.

Rappelons que les préfets ne disposent, historiquement, ni du droit de se syndiquer ni du droit de faire grève, en raison de la nécessaire continuité du service public et des obligations spécifiques de loyauté envers l'exécutif de ces représentants de l'État dans les territoires. Néanmoins, depuis de nombreuses décennies, ces restrictions étaient fixées de manière dérogatoire par des décrets, alors que ces règles de droit commun relèvent, pour le reste de la fonction publique, de textes législatifs.

La fonctionnalisation rebat les cartes du droit

Mais, en 2022, la fonctionnalisation du corps préfectoral et la fin de la logique de carrière, provoquées par la réforme de l'encadrement supérieur, ont dû amener le gouvernement à faire évoluer la réglementation jusqu'ici en vigueur. Son objectif ? Sécuriser la limitation du droit syndical et du droit de grève des préfets, face à un effectif de hauts fonctionnaires reclassés pour l'essentiel parmi les administrateurs de l'État, en étant placés sur des emplois fonctionnels. Et qui pourraient donc faire, sur le papier, preuve de davantage d'esprit critique et de revendications.

Motivé par les magistrats du Conseil d'État, qui insistaient sur la nécessité d'élever les deux interdictions suscitées dans la hiérarchie des normes, le gouvernement avait d'abord décidé, il y a quatre ans, d'inscrire ces mesures dans le projet de loi d'orientation et de programmation du ministère de l'Intérieur (Lopmi). Avant de faire machine arrière, face à l'absence de majorité absolue au Parlement et au risque que le texte soit retoqué. À la suite de cet épisode, l'exécutif avait préféré se concentrer dans un premier temps sur le droit de grève, en choisissant de maintenir cette interdiction par la voie réglementaire, via un décret publié au printemps 2024.

Lire aussi : [Le gouvernement revient à la charge sur l'interdiction du droit de grève des préfets](#)

Deux ans plus tard, c'est donc désormais par la loi que le gouvernement compte sécuriser la limitation du second droit en question, relatif à la syndicalisation des préfets. Une inscription principalement motivée par la tenue des élections professionnelles, fin 2026, confirme le cabinet du ministre de l'Intérieur à *Acteurs publics*. Car, comme le souligne un membre de la préfectorale, les préfets, qui pourront, comme d'habitude, prendre part au vote lors de ces élections sans posséder de représentants issus de leurs rangs, *"n'avaient pas revendiqué ce changement réglementaire"*, dont ils n'ont, en outre, *"pas spécialement besoin"* pour faire entendre leur voix.

S'il n'existe pas de revendication à ce droit, le montage juridique retenu par l'équipe Lecornu fait néanmoins un peu tiquer. *"Il n'est pas sûr que cette interdiction tienne, car il existe un droit fondamental à appartenir à un syndicat"*, juge un préfet.

Les préfets pourront tout de même, comme le rappelle le projet de loi, *"librement constituer des associations professionnelles préfectorales nationales"* lesquelles assurent leur représentation, et influencent régulièrement, en coulisses, certaines décisions du gouvernement. À l'image de la très influente Association du corps préfectoral, à l'origine d'un recul du gouvernement Lecornu sur un point clé de la transposition de la réforme de la haute fonction publique au versant territorial, au grand dam des administrateurs territoriaux.

Fonction publique : concours et contractuels, deux terrains propices aux discriminations

Par Marie Malaterre

5-6 minutes

La fonction publique n'échappe pas au phénomène des discriminations. C'est, du moins, l'un des enseignements que l'on peut tirer du rapport rendu public la semaine dernière par la Défenseure des droits (DDD), Claire Hédon. Intitulé *“Jeunesse et discriminations fondées sur l'origine : répondre à l'impératif d'égalité”*, le document élaboré par l'autorité administrative indépendante confirme ainsi que le service public, de la même manière que le privé, est concerné par les discriminations fondées sur les origines, notamment à l'embauche mais aussi en situation d'emploi.

Un constat également relayé par les chiffres de la dernière enquête Desperado, menée en partenariat avec la direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP). Il ressortait de ces données que les discriminations, et plus particulièrement en raison de l'origine, sont persistantes dans la fonction publique d'État et aussi dans le versant territorial.

Dans son rapport, la Défenseure des droits va plus loin dans son analyse. Selon elle, le principe même d'accès à la fonction publique par le biais des concours n'échapperait pas aux discriminations. *“Des études ont en effet souligné les biais positifs ou négatifs, liés à l'origine, au sexe, au lieu de résidence ou encore à la situation familiale, dans les différentes étapes des concours de la fonction publique, prérequis pour entrer dans les écoles du service public”*, peut-on notamment lire dans le rapport. Des biais susceptibles de faire naître des discriminations.

Lire aussi : [Les discriminations à l'embauche en fonction de l'origine et de l'âge persistent dans la fonction publique](#)

Et c'est d'autant plus vrai dans le cadre des épreuves orales pour les concours de la fonction publique et aussi pour l'accès aux écoles du service public et à l'enseignement supérieur en général.

Des épreuves qui, selon la DDD, reposent davantage sur des compétences sociales telles que l'assurance ou la confiance en soi, *“qui ne sont pas également distribuées”,* en raison de l'origine, du genre ou encore du milieu social du candidat. *“Même si, en France, les travaux sur les biais liés à l'origine dans les épreuves orales demeurent encore limités, les travaux de recherche menés soulignent l'existence probable de biais liés aux stéréotypes implicites des jurys,* poursuit l'autorité administrative. *Ce constat plaide en faveur d'une sensibilisation renforcée des jurys et du développement de dispositifs visant à réduire ces discriminations, à l'image des actions déjà mises en œuvre pour lutter contre les inégalités de genre.”*

Au-delà des concours, le service public n'est pas épargné par les discriminations à l'embauche. Des discriminations qui seraient favorisées par la sélectivité du recrutement et liées à la définition des postes à pourvoir, à la durée des contrats mais aussi aux caractéristiques majoritaires parmi les collègues de travail, à celles des candidats et des jurys. À savoir un certain formatage autour de traits sociodémographiques communs qui rendraient difficile l'accès à certaines écoles ou métiers de la fonction publique pour des jeunes ne disposant pas des codes nécessaires.

Investir les enjeux de carrière

Le rapport pointe que les discriminations s'invitent également au sein même de la fonction publique en situation de travail et concernent plus particulièrement les contractuels. Contrairement à leurs collègues titulaires, les contractuels peuvent être soumis à une certaine pression liée à l'incertitude autour du renouvellement de leur contrat, ce qui rend toute dénonciation de situations irrégulières ou de discriminations bien plus délicate. Et la DDD souligne que *“la décision du non-renouvellement des contrats n'est pas soumise à une obligation de motivation”*. L'administration employeur n'est donc pas dans l'obligation de justifier son choix de non-renouvellement. *“La fonction publique, aujourd'hui confrontée à une pénurie de candidats, a certes mené des actions structurelles pour l'égalité de recrutement par concours (règles de constitution des jurys, sensibilisation de ses membres aux effets des stéréotypes, contenu des épreuves de nombreux concours, développement de voies aménageables),* détaille la Défenseure des droits. *Mais les résultats des recherches sur l'accès par concours et des testing sur les recrutements de contractuels restent alarmants et la fonction publique doit investir les enjeux de carrière.”*

Pour les agents publics titulaires, le signalement d'éventuelles

Réforme des ARS : entre affichage et rééquilibrage des pouvoirs avec les préfets

Par Simon Gendrel

5-6 minutes

Après une phase de communication et de débat au dernier trimestre 2025, le futur projet de loi Décentralisation entre dans le vif du sujet. Depuis quelques jours, circule dans les allées du pouvoir un avant-projet de loi. Parmi les nombreux points du texte, un s'annonce particulièrement sensible : la réforme des agences régionales de santé dans le viseur du Premier ministre. *“Comment peut-on expliquer que la planification des soins de proximité soit encore gérée par une agence régionale ?”*, s'était interrogé le Premier ministre lors de son allocution aux Assises des départements de France, le 14 novembre, à Albi (Tarn).

Trois mois plus tard, son gouvernement semble avancer vers une réforme moins structurelle que ce que laisse présager la communication du locataire de Matignon. Le projet *“ne correspond pas à ce que le Premier ministre avait annoncé à Albi”*, lâche un préfet.

Selon la version de l'avant projet, la “refonte” annoncée des ARS pourrait ne se limiter qu'à un changement de dénomination : elles deviendraient des directions régionales de la santé et de l'autonomie (DRSA), avec une déclinaison départementale, les DDSA. Une évolution que certains considèrent comme de l'affichage davantage qu'une réforme structurelle.

Un changement “inopérant”

Selon l'exposé provisoire des motifs, encore amené à évoluer, ces directions régionales de santé conserveraient le statut d'établissement public et resteraient placées sous l'autorité des ministres chargés de la santé ainsi que des personnes âgées et handicapées. Quant aux futurs directeurs régionaux de santé et d'autonomie, ils continueraient d'être nommés en Conseil des ministres, comme c'est déjà le cas pour les actuels directeurs

généraux d'ARS, tandis que les directeurs départementaux seraient désignés par arrêté du ministre, *“sur proposition du directeur régional et après avis du préfet de département”*.

Lire aussi : [Réforme des ARS : Sébastien Lecornu confirme son intention de renforcer le rôle des départements](#)

“Dans la version de l'avant-projet, on trouve relativement peu d'éléments déterminants. Les compétences des directeurs d'agence ne sont pas bousculées, et les directeurs des futures directions régionales auront les mêmes prérogatives que les actuels directeurs d'agence”, analyse un ancien patron d'ARS, rejoint sur ce point par un ancien directeur général de la Santé : *“Je serais patron d'ARS, je ne changerais pas une virgule à la façon dont je travaille.”*

Ce dernier ne décolère pas : non seulement cette piste de réforme n'engendrerait rien de structurel, mais se détournerait des vrais enjeux : *“Créer des ARS en direction, je ne vois pas ce que ça change. Le gouvernement ne veut pas comprendre une chose : le problème des ARS n'est pas lié à une question de structure, mais de moyens.”*

Ce constat est partagé par un ancien patron d'ARS passé par la préfectorale, lequel évoque l'influence d'un Premier ministre *“qui se laisse emporter par sa nature”* : *“Monsieur Lecornu est un départementaliste : il considère que l'ARS, de par un pilotage régional, ne tient pas compte des spécificités locales. Avec cette vision des choses, tout le monde serait perdant, car la stratégie d'une politique efficace de soins ne se met pas en place au niveau départemental”*.

Cette réforme fait débat au sein du gouvernement qui paraît, avec cet avant-projet, opérer un rétropédalage. La réforme, source de tensions internes, aurait même provoqué le départ de l'ancienne secrétaire générale des ministères des Affaires sociales (SGMAS), Sophie Lebreton, remplacée par Virginie Magnant.

Une réforme pour “éviter de mener à des politiques incohérentes”

Côté préfectoral, on relativise les commentaires liés à un rétropédalage. Si l'on reconnaît que l'avant-projet de loi ne permet pas de déceler une reprise en main concrète des compétences de l'ARS par le préfet, on met en avant le changement de forme accueilli avec bienveillance.

“Moi, je trouve que c'est excellent de les transformer en directions.”

Je pense que cela peut éviter de mener à des politiques incohérentes”, dit un préfet départemental en exercice, saluant cette lisibilité accrue, même s’il convient que “il n’y a rien de révolutionnaire”.

Lire aussi : [Sous la menace d’une réforme, les ARS planchent sur le renforcement de l’échelon départemental](#)

Un de ses homologues anticipe même un retour probable à une forme similaire aux anciennes DRASS et DDASS placées sous l’autorité du préfet et qui prévalaient jusqu’à la création des ARS par la ministre de la Santé, Roselyne Bachelot, sous la présidence Sarkozy, en 2010.

“L’avant-projet renvoie d’une certaine manière aux anciennes ARS : cet avant-projet marque une subordination des ARS envers le préfet, symboliquement. C’est la première étape avant un véritable pouvoir du préfet sur la direction des soins”, juge un préfet de département.

Concrètement, *“le préfet doit être plus fort et le sera grâce à ce texte, non pas par autoritarisme, mais par esprit de cohérence et de coordination de la machinerie administrative”,* revendique l’un de ses homologues. Le texte a encore largement le temps d’évoluer.